JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél : 37-18 — Lomé Les abonnements et annonces sont payables d'avance La ligne 80 frs Minimum 200 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	

Prix du Numéro par porteur ou par Peste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
 Etranger : Port en sus

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION:
 CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1979		
1 ^{er} août — Décret	n° 79-184 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'ordre du Mono.	469
6 août — Décret	n° 79-185 portant exclusion de membres de l'ordre du Mono.	469
7 août — Décret	n° 79-186 portant création du centre national et des centres régionaux de promotion coopérative.	469
8 août — Décret	n° 79-187 portant nomination du directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports.	471
8 août — Décret	n° 79-188 portant nomination du directeur-adjoint du port autonome de Lomé.	472

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

1979		
18 août — Décision	n° 340-MDN-DS portant création d'un bureau du génie, rattaché à la direction des services des forces armées togolaises.	472

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1979		
11 juil. — Arrêté	n° 114-INT-DG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes.	472
11 juil. — Arrêté	n° 115-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions.	472
16 août — Arrêté	n° 129-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes.	472
16 août — Arrêté	n° 130-INT-SG-DSTCL portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions.	473
Arrêté et décision	portant nomination d'un secrétaire de chef de canton et intérim.	473

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1979		
25 juil. — Arrêté	n° 247-MFE portant agrément d'intermédiaire habilité à effectuer les opérations de changes ainsi que celles intervenant entre résidents et non-résidents.	473
9 août — Décision	n° 2035-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES).	473
9 août — Décision	n° 2036-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au comité de libération de l'O. U. A.	473
9 août — Décision	n° 2045-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme au nom de M. Ekpao Méyaba.	473
10 août — Décision	n° 2048-MFE-FO portant autorisation de paiement d'une somme à M. Ekpao Méyaba.	473
10 août — Décision	n° 2049-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).	474
10 août — Décision	n° 2051-MFE-FO portant autorisation de virement d'une somme au haut commissariat au tourisme.	474
10 août — Décision	n° 2052-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'école inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires (E.I.S.M.V.) de Dakar.	474

10 août — Décision n° 2053-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).	474
10 août — Décision n° 2055-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du centre de coordination des recherches et de documentation en sciences sociales Afrique Sub. (CERDAS).	474
10 août — Décision n° 2056-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme à l'organisation internationale de Lutte contre le criquet migrateur africain (O. I. C. M. A.).	474
10 août — Décision n° 2057-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut de transport aérien (ITA).	474
10 août — Décision n° 2058-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut africain et mauricien de statistique et d'économie appliquée.	474
13 août — Décision n° 2068-MFE-FCS accordant une subvention à « Dzibodi concert band » à Lomé.	475
20 août — Décision n° 2080-MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'école multinationale des télécommunications de Rufisque (Sénégal).	475
20 août — Décision n° 2081-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la conférence sur la situation des réfugiés en Afrique.	475
20 août — Décision n° 2084-MFE/FO portant autorisation de virement d'une somme au profit du trésorier payeur.	475
20 août — Décision n° 2088-MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'institut de développement économique et planification (IDEP).	475
20 août — Décision n° 2090-MFE-FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation météorologique mondiale (OMM).	475
20 août — Décision n° 2091-MFE/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du « programme de lutte contre l'onchocercose ».	475
Décision n° 647-MFE/FCS du 3 mai 1979 portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'inter national télécommunications satellite organization (rectificatif).	475

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1979

2 mai — Arrêté interministériel n° 8-MCT-MINTER portant interdiction du transport mixte sur le territoire national.	476
5 juil. — Arrêté interministériel n° 11-MCT-MMERH-MFE fixant les prix de vente des carburants dans la République togolaise.	476
Arrêté portant nomination.	478

MINISTERE DE LA JUSTICE — GARDE DES SCAUX

1979

10 août — Arrêté n° 32-MJ-DL modifiant l'arrêté n° 40-MJ du 11 octobre 1978 nommant les membres, le commissaire du gouvernement, le greffier du tribunal spécial chargé de la répression des crimes de sang flagrants.	478
13 août — Arrêté n° 33-MJ-DLC commettant un avocat-défenseur pour assurer la défense de Koffi Komlan devant le tribunal spécial chargé de la répression des crimes de sang flagrants.	478
13 août — Arrêté n° 34-MJ-DLC commettant un avocat-défenseur pour assurer la défense de Kokou Nounou Kossi devant le tribunal spécial chargé de la répression des crimes de sang flagrants.	478

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1979

7 août — Arrêté n° 690-MTFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles.	479
7 août — Arrêté n° 691-MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	479
Arrêtés et décisions portant admission dans divers corps de la fonction publique, intégrations, titularisations, détachement, constatation d'absences irrégulières, incarcération, exclusion temporaire, rappel à l'activité, reprise de fonctions admission à la retraite, rectificatifs à des précédents arrêtés portant promotions, et admission dans divers corps de la fonction publique.	479

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Rectificatif à un précédent arrêté portant nomination.	485
--	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêtés portant nominations et rectificatif à un précédent arrêté portant nomination.	486
---	-----

* MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

1979

7 août — Décision n° 109-MP-DIRA-SFCEP portant autorisation de virement d'une somme en faveur de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH).	487
--	-----

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

Arrêtés portant nominations.	487
------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1979

7 août — Arrêt n° 288-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Komlavi Kowovi Tchandikou.	488
8 août — Arrêté n° 302-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gbenado Nonvimonnu Mawulékpimi.	488
8 août — Arrêté n° 303-MFE/CR portant concession d'une pension à l'ayant-cause de M. Mebounou Michel.	488
8 août — Arrêté n° 304-MFE/CR portant concession d'une pension à l'ayant cause de M. Blivi Pierre.	488
8 août — Arrêté n° 305-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Awaté Bakénam.	488
10 août — Arrêté n° 306-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Vieira François.	489
10 août — Arrêté n° 307-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Barben Ayélé Berthe (née Gaba).	489
10 août — Arrêté n° 308-MFE/CR accordant des allocations familiales à M. Orena Lando Ayika.	489
14 août — Arrêté n° 311-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bagnan Djanna.	489
14 août — Arrêté n° 314-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agumi Yao.	490
16 août — Arrêté n° 315-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Segbor Kossi-Messan (Joseph).	490
17 août — Arrêté n° 316-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Angba Alassane.	490
17 août — Arrêté n° 317-MFE/CR portant concession d'une pension à l'ayant-cause de M. Badjona Allaharé.	490
17 août — Arrêté n° 318-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ajavon Messanvi Mèwumawuo (Michel).	490
17 août — Arrêté n° 319-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. d'Almeida Ayitégan (François).	491
17 août — Arrêté n° 320-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Loccoh Essie Emma.	491
17 août — Arrêté n° 321-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Bruce Messan (Henri).	491
17 août — Arrêté n° 322-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah Kpotivi Kodjo.	491
17 août — Arrêté n° 323-MFE/CR portant concession d'une pensions aux ayants-cause de M. Koutane (Jean).	492
Arrêté n° 119-MFE/CR du 24 mars 1969 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin à M. Anani Dossa (rectificatif).	492

Arrêté n° 31/MFP-MF/CR du 28 janvier 1970 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin à M. Tchangaï Pierre (rectificatif) 492

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Additifs et rectificatifs à de précédents arrêtés portant admissions de certains membres de l'enseignement officiel et confessionnel aux divers examens et concours professionnels. 492

**MINISTERE DES MINES DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES**

1979

13 août — Arrêté n° 6/MMERH/DMG-SIM ouvrant enquête de commodo et incommodo concernant l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures sur l'angle des rues « Pa de Souza et Pelletier et Caventou par la société B.P. 496

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titre foncier 496

PARTIE OFFICIELLE

**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

D E C R E T S

DECRET N° 79/184 du 1er août 1979 portant nomination à titre exceptionnel et étranger dans l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 et complétée par l'ordonnance du 16 novembre 1970 ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée, en particulier son article 3, ainsi que le prévoit l'article 11 de la loi précitée du 2 septembre 1961,

D E C R E T E :

Article premier — A l'occasion de son départ définitif du Togo, le Capitaine Fougeray Yannick-Claude Robert-Médecin-Capitaine est nommé à titre exceptionnel et étranger Officier de l'Ordre du Mono.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise./-

Lomé, le 1er août 1979

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-185 du 6 août 1979 portant exclusion de membre de l'Ordre du Mono

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la loi n° 61-35 du 2 septembre 1961 instituant l'Ordre du Mono, modifiée par la loi du 31 décembre 1963 et les ordonnances des 22 avril 1967 et 24 avril 1969 ;

Vu l'ordonnance n° 30 du 16 novembre 1970 complétant l'article 22 de la loi du 2 septembre 1961 susvisée ;

Vu le décret n° 62-62 du 20 avril 1962 fixant les modalités d'application de la loi du 2 septembre 1961 susvisée,

Vu le décret n° 72-122 du 26 avril 1972 portant nominations dans l'Ordre du Mono ;

Vu le décret n° 74-169 du 31 octobre 1974 portant nominations dans l'Ordre du Mono ;

Le Conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E :

Article premier — Sont exclus de leur qualité de membres de l'Ordre du Mono pour haute trahison :

— L'ex capitaine Lawson Francisco, nommé Officier de l'Ordre du Mono, en vertu du décret n° 72-122 du 26 avril 1972 susvisé ;

— M. Sanvi de Tové Lucien Jean — nommé Officier de l'Ordre du Mono, en vertu du décret n° 72-122 du 26 avril 1972 susvisé ;

L'ex commandant Sanvee Kouao — nommé Officier de l'Ordre du Mono, en vertu du décret n° 74-169 du 31 octobre 1974 susvisé.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré et publié au **Journal officiel** de la République togolaise./-

Lomé, le 6 août 1979

Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-186 du 7 août 1979 portant création du centre national et des centres régionaux de promotion coopérative

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre du développement rural,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu la loi n° 57-3 du 28 mars 1957 ;

Vu la loi 59-45 du 5 juin 1959 ;

Vu le décret n° 59-132 du 1er septembre 1959 ;

Vu l'ordonnance n° 13 du 12 avril 1967,

Le conseil des ministres entendu,

D E C R E T E :

Titre I

CONSTITUTION ET CAPITAL

Article premier — Il est créé, sous la tutelle du ministre du développement rural, une société d'économie mixte de développement, à capital et personnel variables, dotée de la personnalité civile et de l'autonomie administrative et financière dénommée centre national de promotion coopérative (C.N.P.C.) associant l'Etat, les groupements précoopératifs, les coopératives et unions de coopératives ainsi qu'éventuellement les institutions d'assistance technique nationales ou étrangères s'intéressant à la promotion coopérative.

Art. 2 — Le C.N.P.C. créera dans chaque région au moins un Centre Régional de Promotion Coopérative (C.R.P.C.), organe exécutif décentralisé du C.N.P.C.

Art. 3 — Le Capital du C.N.P.C. sera constitué d'une part des apports faits par l'Etat, soit en nature soit en espèces, d'autre part, des apports en nature et des versements en espèces qui seront effectués par les groupements précoopératifs, les coopératives, les unions de coopératives.

A titre gracieux, une souscription au Capital Social en nature et en espèces sera effectuée par des institutions étrangères s'intéressant à la promotion coopérative en application du principe universel de l'entraide inter-coopérative.

L'évaluation des apports en nature est opérée par une Commission ad hoc désignée par le ministre de tutelle.

Art. 4 — En raison de la variabilité du Capital Social du C.N.P.C., les associés de l'Etat mentionnés à l'article 3 ci-dessus pourront, après la création, souscrire ou libérer en espèces ou en nature de nouvelles parts sociales.

Art. 5 — Les parts sociales sont nominatives et inscrites sur un registre tenu au siège social.

Des certificats d'inscription mentionnant le montant de la part et la date de la souscription sont remis aux associés.

Art. 6 — Il ne sera pas versé d'intérêt sur les parts sociales. Les excédents nets des exercices financiers seront répartis entre les associés à l'exception des institutions étrangères visées à l'article 3 ci-dessus suivant les modalités prévues par les statuts du C.N.P.C., au prorata des sommes investies par les divers associés.

Art. 7 — Tout associé désireux de se retirer de la Société doit adresser une demande au directeur. La radiation de l'associé emporte restitution du montant de sa part, évalué enfin d'exercice compte tenu des résultats de l'exercice et du bilan.

Cette radiation est portée au registre visé à l'article 5 avec sa date et le montant de la part retirée.

Titre II

OBJET DU C.N.P.C. ET DES C.R.P.C.

Art. 8 — Le C.N.P.C. a pour objet de concevoir, de tester, d'exécuter et de procéder à l'évaluation interne des programmes de promotion coopérative pour l'ensemble du pays et pour tous les secteurs d'activités suivantes :

— la sensibilisation et l'information de l'opinion publique aux avantages et obligations de la Coopération, notamment la diffusion des principes et des règles régissant la Coopération ;

— l'éducation coopérative des adhérents des groupements précoopératifs, des coopératives et des unions de coopératives et de leurs usagers ;

— la formation et le perfectionnement dans l'emploi principalement en matière d'organisation, de gestion et de comptabilité, des dirigeants élus et des différentes

catégories du personnel des groupements précoopératifs, des coopératives et des unions de coopératives ainsi que du personnel assurant leur encadrement ;

— l'appui technique aux groupements précoopératifs aux coopératives et unions de coopératives en matière d'organisation, de gestion, de comptabilité et de développement de leurs opérations à caractère économique et social ;

— la représentation et la défense des intérêts des groupements précoopératifs des coopératives et des unions de coopératives auprès des administrations publiques, des organismes para-étatiques, des sociétés privées et des projets de développement concernés par leurs activités.

— les C.R.P.C. participant à la conception, testeront et exécuteront les programmes précités dans leur région ou sous-région respectives.

Titre III

SIEGE SOCIAL — DUREE

Art. 9 — Le Siège Social du C.N.P.C. est fixé à Lomé. Les C.R.P.C. sont installés dans les cinq Régions du Pays et aux Chefs lieux de chacune et si nécessaire, dans d'autres localités en fonction de l'accroissement de l'intensité des activités coopératives et de l'augmentation de leurs besoins dont la satisfaction nécessite le concours des C.R.P.C.

Le Siège Social du C.N.P.C. peut être transféré en tout lieu du territoire national par décret pris en Conseil des ministres sur proposition du ministre du développement rural, après délibération du Conseil d'administration.

Art. 10 — Le C.N.P.C. et les C.R.P.C. sont créés pour une durée illimitée. Toutefois, leur dissolution peut être prononcée par décret pris en conseil des ministres après avis, du conseil d'administration et proposition du ministre de tutelle. Dans ce cas, le ministre du développement rural et le ministre des finances nommeront, par arrêté conjoint, un liquidateur aux fins de procéder aux opérations de liquidation sociale.

Titre IV

ADMINISTRATION

Art. 11 — Le C.N.P.C. est administré par les organes suivants :

- le Conseil d'Administration
- la Direction

Art. 12 — Le Conseil d'Administration est défini comme suit :

— une personnalité désignée par le Ministre du Développement Rural : Président

— un Représentant du Ministre du Plan, du Développement Industriel et de la Réforme Administrative : Membre

— un Représentant du Ministre des Finances et de l'Economie : Membre

— un Représentant du Ministre de l'Aménagement Rural : Membre

— un Représentant du Ministre Délégué à la Présidence Chargé des Sociétés d'Etat : Membre

— le Directeur de l'ARAC : Membre

— le Chef de Service de la Coopération : Membre

— le Directeur Général de la C.N.C.A. : Membre

— 5 Représentants des Coopérateurs élus par leur assemblée générale selon les modalités déterminées par arrêté du ministre de tutelle : Membres.

Art. 13 — La représentation des coopérateurs pourra être augmentée par décret proportionnellement à l'augmentation de la participation des groupements pré-coopératifs, des coopératives et des unions de coopératives au capital social du C.N.P.C.

Art. 14 — Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion efficace du C.N.P.C. et des C.R.P.C.

Notamment le Conseil d'Administration :

a) décide de l'acquisition ou de l'aliénation des biens meubles nécessaires à la réalisation de son objet.

b) emprunte, consent les garanties de ses engagements auprès des banques et prêteurs,

c) décide du programme de ses activités,

d) fixe le tarif des services que la société réalise au profit de ses adhérents ou des tiers

e) élabore son règlement intérieur

f) approuve le budget prévisionnel, l'inventaire, le bilan de chaque exercice et décide de l'utilisation du bénéfice net après avoir fixé le montant des amortissements et des provisions pour investissements.

Art. 15 — Le Directeur est nommé par le Conseil d'Administration sur proposition du Ministre du Développement Rural.

Il assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

Il reçoit les délégations de pouvoirs de ce Conseil

Il représente la Société auprès des tiers et en Justice

Il est l'ordonnateur des dépenses sociales

Il rend compte de sa gestion au Conseil d'Administration selon les modalités fixées par le règlement intérieur.

Art. 16 — Le Directeur assure le Secrétariat du Conseil d'Administration et à ce titre assiste aux délibérations du Conseil avec voix consultative.

Art. 17 — La comptabilité de la Société est établie suivant les normes du plan comptable national.

Elle est tenue par un agent comptable nommé par arrêté du Ministre de Tutelle.

L'exercice correspond à l'année civile. Toutefois le premier exercice débutera le jour de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 18 — Un Commissaire aux Comptes est nommé par Arrêté du Ministre des Finances et de l'Economie sur proposition du Ministre de Tutelle.

Le Commissaire aux Comptes exerce un contrôle permanent sur les Comptes du C.N.P.C., à charge d'en rendre compte au Conseil d'Administration.

Il présente après chaque exercice un rapport au Conseil d'Administration sur les comptes de l'Année écoulée.

En outre il adresse au Ministre de Tutelle un rapport spécial sur toute irrégularité ou infraction qu'il découvre au cours de ses vérifications.

TITRE V

AUTORITE DE TUTELLE

Art. 19 — Le Ministre du Développement Rural, exerçant la tutelle peut convoquer des réunions extraordinaires du Conseil d'Administration. Il annule les décisions du Conseil ou du Directeur contraires à la loi, aux règlements ou aux statuts.

Il a le droit de veto pour toute décision du Conseil d'Administration contraire à l'intérêt général.

En cas de désaccord persistant avec les décisions arrêtées par le Conseil d'Administration, le Ministre de Tutelle saisit le Conseil des Ministres qui se prononce.

Afin d'assurer l'exercice de la tutelle, le Directeur adresse au Ministre de Tutelle, copie de toutes les décisions du Conseil d'Administration.

Les décisions d'annulation et de veto doivent être prises dans le mois de la réception de cette copie.

TITRE VI

DISPOSITIONS FINALES

Art. 20 — Toutes autres dispositions relatives à l'Administration, à la gestion, à la comptabilité et au fonctionnement du C.N.P.C. et des C.R.P.C. ainsi que les modalités pratiques d'application de l'ensemble des dispositions qui les régissent feront l'objet du règlement intérieur.

Art. 21 — Le Ministre du Développement Rural est chargé de l'exécution du présent Décret qui sera publié au **Journal Officiel** de la République Togolaise.

Lomé, le 7 août 1979
Général d'armée G. Eyadéma

DECRET N° 79-187 du 8 août 1979 portant nomination du directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 79-88 du 19 mars 1979 ;
Sur proposition du ministre du commerce et des transports,

DECRETE :

Article premier — M. Koffi Viwanou Houmey, inspecteur du trésor de 2^e classe 2^e échelon en service au trésor est nommé directeur de cabinet du ministre du commerce et des transports en remplacement de M.

Amouzou Akossou, professeur remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Art. 2 — Le présent décret qui prend effet pour compter de la date de signature sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 8 août 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

DECRET N° 79/188 du 8 août 1979 portant nomination.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;
Vu le décret n° 78-124 du 14 novembre 1978 ;
Sur proposition du ministre du commerce et des transports,
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — M. Amouzou Kouassi, économiste, est nommé directeur-adjoint du port autonome de Lomé.

Art. 2 — Le ministre du commerce et des transports est chargé de l'exécution du présent décret qui prend effet pour compter de la date de signature.

Lomé, le 8 août 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

DECISION N° 340/MDN/DS du 18 août 1979 portant création d'un bureau du génie, rattaché à la direction des services des forces armées togolaises.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE,

Vu l'instruction ministérielle n° 179/MDN du 6.12.1974, portant organisation de la direction des services des forces armées togolaises et notamment les dispositions de la section IV du titre II,

DECIDE :

Article premier — Il est créé à compter du 1er septembre 1979, un bureau du génie chargé de l'infrastructure qui, rattaché à la direction des services des forces armées togolaises, reçoit pour mission d'assurer la gestion et l'entretien du domaine immobilier des forces armées togolaises.

Art. 2 — Les missions dévolues à ce bureau sont les suivantes :

- études des questions domaniales et de la tenue à jour du fichier immobilier ;
- élaboration des projets pour la réalisation de constructions nouvelles
- passation et suivi des marchés de construction et des marchés de travaux pour l'entretien du domaine immobilier ;

— constitution et mise à jour de la documentation technique notamment,

— plan schématique des immeubles militaires bâtis (petit atlas),

— plan détaillé des immeubles militaires (grand atlas)

— préparation et suivi du plan quinquennal ;

— définition des normes d'entretien des casernements, vérification des conditions d'emploi des crédits « casernement » mis à la disposition des formations.

Art. 3 — Les moyens initiaux mis à la disposition de la direction des services pour assurer le fonctionnement de ce bureau sont les suivants :

Personnels — Un officier, conseiller technique du génie,
— Un sous-officier, surveillant de travaux,
— Un secrétaire dactylographe,
— Un dessinateur — topographe,
— Un chauffeur,

Matériels — Un véhicule de liaison

Art. 4 — Le chef d'Etat-major et le directeur des services des forces armées togolaises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en application des dispositions de la présente décision qui sera publiée au **Journal Officiel**.

Lomé, le 18 août 1979
Général d'Armée G. Eyadéma

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Autorisations spéciales de dépenses

Arrêté n° 114/INT/SG/DSTCL du 11-7-79 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1979 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1978 pour faire face aux dépenses des mois de juin et juillet 1979.

Arrêté n° 115/INT/SG/DSTCL du 11-7-79 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogang, Tabligbo, Tsévié, Kloto, Notsé, Atakpamé, Amlamé, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Pagouda, Kantè, Mango et Dapaon, exercice 1979 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1978 pour faire face aux dépenses des mois de juin et juillet 1979.

Arrêté n° 129/INT/SG/DSTCL du 16-8-79 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé, Tsévié, Aného, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé et Bassar, exercice 1979 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1978 pour faire face aux dépenses du mois d'août 1979.

Arrêté n° 130/INT/SG/DSTCL du 16-8-79 — Sont accordées des autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des circonscriptions de Lomé, Aného, Vogan, Tabligbo, Tsévié, Kloto, Notsé, Atakpamé, Amlamé, Badou, Tchaoudjo, Tchamba, Sotouboua, Bassar, Bafilo, Lama-Kara, Niamtougou, Padgouda, Kantè, Mango et Dapaon, exercice 1979 représentant le douzième des budgets de l'exercice 1978 pour faire face aux dépenses du mois d'août 1979.

Nomination

Décision n° 72/INT/SG/APA/AP du 7-8-79 — Est et demeure rapporté la décision n° 24/D/INT du 2 avril 1965 portant nomination de M. Adjéyi Kouma en qualité de secrétaire du chef de canton de Kpadafé (circ. adm. de Kloto).

M. Apla Kwami Séfenu est nommé secrétaire du chef de canton de Kpadafé en remplacement de Adjéyi Kouma, décédé.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 frs (quarante huit mille francs) imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 14, article 6, paragraphe 2.

La présente décision a effet pour compter de la date de signature.

Intérim

Arrêté n° 124/INT/SG/GPFM du 9-8-79 — Durant l'absence de M. Kissougèrè Kpohou, chef de la circonscription administrative d'Atakpamé, titulaire d'un congé administratif de trente (30) jours, son intérim à la tête de cette circonscription sera assuré cumulativement avec ses fonctions actuelles par M. Assignon Komlan Sénamé, chef de la circonscription administrative de Notsè.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 247/MFE du 25 juillet 1979 portant agrément d'intermédiaire habilité à effectuer les coopérations de changes ainsi que celles intervenant entre résidents et non résidents.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 75-23 du 17 juin 1975 portant réglementation du crédit et organisation de la profession bancaire et des professions s'y rattachant ;

Vu l'ordonnance n° 27 du 28 juin 1967 relative aux relations financières avec l'étranger ;

Vu le décret n° 216 du 24 décembre 1968 réglementant les opérations financières avec l'étranger,

A R R E T E :

Article premier — Est agréée à titre d'intermédiaire habilité à effectuer les opérations de changes, mouvement de capitaux et règlements de toute nature entre le Togo et l'étranger ou au Togo entre un résident et un non résident, la Bank of Crédit Commerce international.

Art. 2. — Le directeur de l'économie est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 25 juillet 1979

T. TEVI Benissan

Autorisations de paiement

Décision n° 2035/MFE/FCS du 9/8/79 — Est autorisé le paiement au profit du « conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur » (CAMES), de la somme de un million trois cent quarante-un mille sept cents (1.341.700) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1979-1980

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 362080014 x ouvert auprès de la banque — B.I.V. à Ouagadougou (République de la Haute Volta).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2036/MFE/FCS du 9/8/79 — Est autorisé le paiement au profit du comité de libération de l'OUA, de la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA, pour servir au paiement partiel des contributions du Togo au fonds spécial de l'OUA, pour la libération de l'Afrique.

Cette somme sera mandatée et virée au compte spécial Fund Account n° 1 O.U.A. libération committee national bank of commerce bank house branch P.O. Box 9031 Dar-es-Salam (Tanzania).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2045/MFE/FO du 9/8/79 — Est autorisé le paiement de la somme de : Un million (1.000.000) de francs, au nom de M. Ekpao Méyaba comptable à la Présidence de la République pour couvrir les frais relatifs aux festivités du 19e Anniversaire de l'Indépendance du Togo.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse à l'intéressé.

M. Ekpao Méyaba est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué de budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le chapitre 7, article 1 du budget général — gestion 1979.

Décision n° 2048/MFE/FO du 10/8/79 — Est autorisé le paiement de la somme de : Un million (1.000.000) de francs, au nom de M. Ekpao Méyaba comptable à la Présidence de la République pour couvrir les frais relatifs aux festivités du 19e Anniversaire de l'Indépendance du Togo.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse à l'intéressé.

M. Ekpaou Méyaba est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué de budget général du Togo, les pièces justificatives des dépenses effectuées.

La dépense est imputable sur le chapitre 7, article 1 du budget général — gestion 1979.

Décision n° 2049/MFE/FCS du 10/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), de la somme de trois millions soixante huit mille neuf cent quarante (3.068.940) francs CFA, soit l'équivalent de vingt et un mille neuf cent vingt et un (21921) francs suisses, représentant le montant de la contribution du Togo aux organismes suivants de l'OMPI au titre de l'année 1979 :

Union de Paris	12.449 F.S.
Union de Berne	9.472 F.S.
	21.921 F.S.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire "crédit Suisse Genève" (compte de l'OMPI) comme suit : 12.449 francs suisses pour l'union de Paris ; 9.472 francs Suisses pour l'union Berne.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2051/MFE/FO du 10/8/79 — Est autorisé le virement de la somme de quarante millions (40.000.000) de francs CFA, représentant le crédit mis à la disposition du haut commissariat au tourisme, au titre des dépenses d'aménagement de la cuisine du centre de formation hôtelière de Lomé.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 96 ouvert au trésor public, au nom dudit service.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 22.

Décision n° 2052/MFE/FCS du 10/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'école inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires (E.I.S.M.V.) de Dakar, de la somme de onze millions sept cent quarante neuf mille six cent deux (11.749.602) francs CFA, représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1979 à ladite école.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 790395/H ouvert auprès de l'union sénégalaise de banque (U.S.B.) 17, Bd de Pinet-Laprade Dakar-Sénégal.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2053/MFE/FCS du 10/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation de l'agriculture (FAO), de la somme de un million sept cent vingt et un mille cent dix (1.721.110) francs CFA, soit l'équivalent de 7.649,38

dollars E.U., représentant le solde de la contribution du Togo au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire de FAO un général account n° 949-1-029915 The Chase mandat bank N.A. international money transfer 1 New-York Plaza — 5 th Floor New-York, N.Y. 10015-Etats Unies.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 2055/MFE/FCS du 10/8/79 — Est autorisé le paiement au profit du centre de coordination des recherches et de documentation en sciences sociales Afrique Sub. (CERDAS), de la somme de deux cent vingt cinq mille (225.000) francs CFA, soit l'équivalent de 1.000 dollars U.S., représentant la part contributive du Togo au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° C. 11.990212 ouvert auprès de la City bank à Kinshasa (Zaire).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2056/MFE/FCS du 10/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation internationale de Lutte contre le criquet migrateur africain (O.I.C.-M.A.), de la somme de cinq millions six cent vingt trois mille sept cent trente cinq (5.623.735) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre des années : 1978-1979, et 1979-1980.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 738064 R ouvert auprès du crédit Lyonnais — agence internationale — 75060 Paris Cedex 02 (France).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2057/MFE/FCS du 10/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'institut de transport aérien (ITA), de la somme de six cent quarante sept mille (647.000) francs CFA, soit l'équivalent de 12.940 francs français, représentant les montants des contributions du Togo au titre des années 1978 et 1979 audit institut.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 6233T ouvert auprès du crédit Lyonnais — agence U 22, Bd. Saint Michel 75006 Paris.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2058/MFE/FCS du 10/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'institut Africain et Mauricien de Statistique et d'économie appliquée (IAMSEA), de la somme de un million neuf cent quarante six mille huit cent quarante huit (1.946.848) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978/1979 au fonctionnement dudit institut.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 442012 ouvert auprès de la banque nationale de Kigali (République du Rwanda).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2080/MFE/FCS du 20/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'école multinationale des télécommunications de Rufisque (Sénégal), de la somme de cinq millions huit cent quarante et un mille cinq cent soixante et onze (5.841.571) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1978-1979, pour le fonctionnement de ladite école.

Cette somme sera mandatée et virée au compte courant postal n° 010-92 à Dakar (Sénégal).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2081/MFE/FCS du 20/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de la conférence sur la situation des réfugiés en Afrique, de la somme de sept cent quatre vingt dix neuf mille six cent cinquante (799.650) francs CFA, soit l'équivalent de 3.554 dollars U.S., représentant la contribution du Togo à ladite conférence qui s'est tenue à Arusha (Tanzanie) du 7 au 17 mai 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° OUA AC/002 — International Banking division — Commercial bank of Ethiopia — P.O. Box 225 — Addis-Abeba.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2084/MFE/FO du 20/8/79 — Est autorisé le virement de la somme de treize millions huit cent quatre mille cent quarante neuf (13.804.149) francs CFA, représentant le crédit mis à la disposition du ministre des travaux publics et des postes et télécommunications pour le règlement du marché n° 37-76-TP du 18 juin 1976 (construction d'un magasin pour le service du matériel et Transit à Lomé).

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 112-43 « grands travaux » ouvert dans les écritures du trésorier-payeur.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 22.

Décision n° 2088/MFE/FCS du 20/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'institut de développement économique et planification (IDEP), de la somme de trois millions trois cent soixante quinze mille (3.375.000) francs CFA, soit l'équivalent de 15.000 dollars U.S., représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1978 audit organisme.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 900.022 ouvert auprès de la banque internationale pour le Commerce et l'industrie au Sénégal 2, Avenue Roume-Dakar.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 2090/MFE/FCS du 20/8/79 — Est autorisé le paiement au profit de l'organisation météorologique mondiale (OMM), de la somme de trois millions quatre cent vingt huit mille six cent trente trois (3.428.633) francs CFA, soit l'équivalent de 15.238,37 dollars U.S., représentant le montant de la contribution du Togo au titre de l'année 1979, pour le fonctionnement de ladite Organisation.

Cette somme sera mandatée et virée au compte « général » de l'OMM, n° 182222-01-00 Lloyds bank international limited place bel-air 1 1211 Genève 11 (Suisse).

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 51, article 3, paragraphe 1-a.

Décision n° 2091/MFE/FCS du 20/8/79 — Est autorisé le paiement au profit du « programme de lutte contre l'onchocercose », de la somme de trois millions six cent quatre vingt dix huit mille (3.698.000) francs CFA, représentant le montant des salaires nationaux du personnel Togolais détaché pour servir audit programme, au titre de l'année 1979.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 600-003/R, ouvert auprès de la B.I.A.O. Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 48, article 11.

Subvention

Décision n° 2068/MFE/FCS du 13/8/79 — Une subvention de deux cent mille (200.000) francs CFA, est accordée au groupe artistique et musical « Dzigbodi concert Band » de la cellule n° 8 de la ville de Lomé, pour lui permettre de payer des dettes qu'il a contractées dans l'achat de matériel musical.

Cette somme sera mandatée par bon de caisse au nom de M. Klugan Ayawavi, responsable du groupe artistique et musical « Dzigbodi concert Band » — Lomé.

La dépense est imputable au budget général, gestion 1979, chapitre 52, article 31, paragraphe 1.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 26/6/79 à la décision n° 647/MFE/FCS du 3 mai 1979.

Au lieu de :

Il est autorisé le paiement au profit de l'international télécommunications satellite organization de la somme de trois millions six cent sept mille huit cent cinquante cinq

(3.607.855) francs CFA, soit 16.399,25 dollars US, représentant le montant des redevances dues par le Togo à l'intelsat pour l'utilisation de téléphone et télévision pendant le 2^e trimestre 1978 :

Téléphone	3.990 dollars U.S
Télévision	12.409,25 dollars
.....	16.399,25 dollars U.S

Lire :

Est autorisé le paiement au profit du receveur principal des postes et télécommunications à Lomé, de la somme de trois millions six cent sept mille huit cent cinquante cinq (3.607.855) francs CFA soit 16.399,25 dollars U.S., pour paiement du montant des redevances dues par le Togo à la compagnie France Câbles et Radio pour l'utilisation de téléphone et télévision pendant le 2^e trimestre 1978.

Téléphone	3.990 dollars U.S.
Télévision	12.409,25 dollars
.....	16.399,25 dollars U.S.

Au lieu de :

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire Account 00097033 ouvert auprès de la Citibank, A.N. New York (U.S.).

Lire :

Cette somme sera mandatée et virée au compte chèque postal n° 00-01 au nom du receveur principal des postes et télécommunications à Lomé.

Le reste sans changement

**MINISTRE DU COMMERCE
ET DES TRANSPORTS**

ARRETE interministériel n° 8/MCT/MINTER du 2 mai 1979 portant interdiction du mixte sur le territoire national

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,
ET LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 Janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 69-130 du 23 juin 1969 portant création du service des transports routiers modifié par le décret n° 76-186 du 13 octobre 1976 ;

Vu l'arrêté n° 013/MTP/STR du 23 avril 1974 portant organisation du service des transports routiers ;

Sur proposition du chef de service des transports routiers,

ARRETE :

Article premier — Le transport simultané de personnes et de marchandises dans un même véhicule ou transport mixte est interdit sur le territoire national.

Art. 2 — Les véhicules effectuant du transport privé ou public doivent être affectés soit au transport de personnes soit au transport de marchandises.

Art. 3. — Les véhicules affectés au transport privé ou public de personnes doivent être aménagés conformé-

ment à la réglementation en vigueur et être munis des pièces suivantes :

- cartes grises
- carnets de visites techniques
- cartes de transport privé ou public de personnes
- police d'assurances (Responsabilité civile)

Art. 4. — Les véhicules affectés au transport public ou privé de marchandises doivent être munis des pièces suivantes :

- cartes grises
- carnets de visites techniques
- cartes de transport privé ou public de marchandises
- police d'assurances (Responsabilité civile)

Art. 5. — Les véhicules affectés au transport privé ou public de marchandises sont autorisés à transporter à bord au maximum quatre (4) personnes (y compris le conducteur)...

Art. 6 — Les véhicules de transport dits bâchés sont autorisés à effectuer soit du transport de passagers soit du transport de marchandises avec quatre (4) personnes à bord (y compris le conducteur).

Art. 7 — Un délai de six (6) mois est accordé aux propriétaires des véhicules concernés pour se mettre en règle vis-à-vis de la nouvelle réglementation.

Art. 8. — Les propriétaires des véhicules en infraction vis-à-vis des dispositions du présent arrêté seront passibles d'une amende de vingt cinq (25) à cent (100) mille francs. En cas de récidive leurs véhicules seront mis en fourrière et les cartes d'autorisation de transport retirées.

Art. 9. — Le chef du service des transports routiers, le directeur de la sûreté nationale et le commandant de la gendarmerie nationale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 2 mai 1979

Le ministre du commerce et des Transports,

K. Adorgloh

Le ministre de l'Intérieur,

K. T. D. Laclé

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 11-MCT-MMERH-MFE du 5 juillet 1979 fixant les prix de vente des carburants dans la République togolaise

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,
LE MINISTRE DES MINES, DE L'ENERGIE

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution, notamment en ses articles 2 et 5.

ARRETE :

Article premier — pour compter de la date de signature du présent arrêté les prix de vente de détail du litre des carburants à Lomé sont fixés comme suit :

Essence Super	110 Francs
Essence Ordinaire	107 Francs
Pétrole	65 Francs
Gas-Oil	88 Francs
Le Mélange	130 Francs

Art. 2 — Le prix de vente au détail du pétrole est fixé uniformément à 65 F/L sur toute l'étendue du territoire national.

Art. 3 — Les prix de vente au détail des autres produits dans les autres centres de la République togolaise sont fixés au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 4 — Les remises à accorder aux détaillants sur les prix de détail du litre sont de :

4,75 pour l'essence (super et ordinaire)
4,50 pour le pétrole
4,00 pour le gas-oil.

Art. 5 — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 6. — Les fonctionnaires désignés à l'article 17 de l'ordonnance susvisée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 7. — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires et notamment celles de l'arrêté interministériel n° 76/4/MCT/MMERH du 6 février 1976, sera enregistré et publié au **journal officiel** de la République Togolaise.

Lomé, le 5 juillet 1979

**Le Ministre des Mines, de l'Energie
et des Ressources hydrauliques**

B. M. Barquey

Le Ministre du Commerce et des Transports

K. Adorgloh

Le ministre des Finances et de l'Economie

B. Tèvi

STRUCTURE DES PRIX DES HYDROCARBURES EN VRAC PAR LITRE EX-DEPOT STE LOME

Arrêté interministériel n° 11/MCT/MMR du 5 juillet 1979 applicable à compter du 5/7/1979 prix officiel détail pompe franc/litre.

LOCALITES	DT	SUPER	ESSENCE	PETROLE	GAS-OIL
S. T.T. E.	0,00	109,50	106,50	64,50	87,50
Lomé Ville	0,50	110,00	107,00	65,00	88,00
Porto Seguro/Kpémé	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Aného/Cacaveli/Agoe-Nyive	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Tsévié/Togblekopé/Glidji	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Anfoin/Ganave/Agouegan	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Vokoutime	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Vogan/Amenyran	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Afangnan/Hahotoe	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Togoville	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Attitogon/Zoti	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Agomeglozou/Gboto	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Tokpli/Kpele	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Tabligbo/Agbelouve/Game	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Tsekpo/Notse	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Alokoegbe	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Agbatope/Abobo	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Wahala (Chra)	3,00	113,00	109,00	65,00	90,50
Tohoun	4,00	114,00	110,00	65,00	91,50
Kpekpleme	4,00	114,00	109,00	65,00	91,50
Niaoulou	3,00	113,00	109,00	65,00	90,50
Gléi	3,00	113,00	109,00	65,00	90,50
Asrama	3,00	113,00	110,00	65,00	90,50
Tado	4,00	114,00	109,00	65,00	91,50
Ahito	3,00	113,00	110,00	65,00	90,50
Dadja	4,00	114,00	110,00	65,00	91,50
Atakpamé/Hiheatro	4,00	114,00	110,00	65,00	91,50
Anié/Ezime	4,00	114,00	110,00	65,00	91,50
Amou-Oblo	4,00	114,00	116,00	65,00	91,50

LOCALITES	DT	SUPER	ESSENCE	PETROLE	GAS-OIL
Amlamé/Paratoukou	4,00	114,00	110,00	65,00	91,50
Temedja	4,00	116,00	110,00	65,00	91,50
Kounyowou	6,00	117,00	112,00	65,00	93,50
Badou	7,00	116,00	113,00	65,00	94,50
Kolokopé	6,00	117,00	112,00	65,00	93,50
Blitta	7,00	117,00	113,00	65,00	94,50
Sotouboua	7,00	117,00	113,00	65,00	94,50
Ayengre	7,00	119,00	113,00	65,00	94,50
Sokodé	9,00	119,00	115,00	65,00	96,50
Tchamba	9,00	119,00	115,00	65,00	96,50
Kambolé	9,00	119,00	115,00	65,00	96,50
Bassar	9,00	119,00	115,00	65,00	96,50
Bafilo	9,00	119,00	115,00	65,00	96,50
Lama-Kara	9,00	120,00	115,00	65,00	96,50
Kétao	10,00	120,00	116,00	65,00	97,50
Pagouda	10,00	120,00	116,00	65,00	97,50
Tchitchao	10,00	120,00	116,00	65,00	97,50
Niamtougou	10,00	121,00	116,00	65,00	97,50
Kanté	11,00	122,00	117,00	65,00	98,50
Mango	12,00	123,00	118,00	65,00	99,50
Dapaon	13,00	111,00	119,00	65,00	100,00
Noépé	1,00	114,00	107,00	65,00	88,50
Bagbé	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Avéta	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Badja	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Mission-Tové	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Assahoun	1,00	111,00	107,00	65,00	88,50
Avetonou	2,00	112,00	108,00	65,00	89,50
Agou	3,00	113,00	109,00	65,00	90,50
Tové	3,00	113,00	109,00	65,00	90,50
Kpalimé	3,00	113,00	109,00	65,00	90,50
Adeta	3,00	113,00	109,00	65,00	90,00
Kpadape/Woame	3,00	113,00	109,00	65,00	90,00
Dayes Digbe/Dzogbegan	4,00	114,00	110,00	65,00	91,00
Dayes Elavanyo	4,00	114,00	110,00	65,00	91,00
Kpele-Ele	4,00	114,00	110,00	65,00	91,00
Mont Aledjo	8,50	118,00	115,00	65,00	96,00

Nomination

Arrêté n° 10-MCT du 3/7/79 — M. Fousseni Abdoulaye, administrateur civil 2e échelon, précédemment en service au réseau des chemins de fer du Togo (C.F.T.) est nommé directeur de la marine marchande en remplacement de M. Ames Koffi, admis à la retraite.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Membres du tribunal spécial chargés de la répression des crimes de sang flagrants

Arrêté n° 32/MJ/DLC du 10/8/79 — L'article 2 de l'arrêté n° 40/MJ du 11 octobre 1978 est modifié comme suit :

« Est nommé commissaire du gouvernement, M. Apaloo Kossi, magistrat ».

Arrêté n° 33/MJ/DLC du 13/8/79 — Maître Occansey Kwami, avocat-défenseur, est commis pour assurer la défense de Koffi Komlan Ansan, accusé d'assassinat devant le tribunal spécial chargé de la répression des crimes de sang flagrants.

Arrêté n° 34/MJ-DLC du 13/8/79 — Maître Koffigoh Kokou, avocat - défenseur, est commis pour assurer la défense de Kokou Nounou Kossi, accusé d'assassinat devant le tribunal spécial chargé de la répression des crimes de sang flagrants.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 690/MTFP du 7/8/79 — M. Doe-Bruce A. (Louis), ingénieur de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles est promu au grade d'ingénieur de 2^e classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} avril 1978.

Arrêté n° 961/MTFP du 7/8/79 — Mlle Amoyi Débi (Béatrice), institutrice-adjointe de 3^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement est promue au grade d'institutrice-adjointe de 2^e classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} octobre 1975.

Admissions

Arrêté n° 685/MTFP du 7/8/79 — M. Azanlesse Messan, titulaire du brevet d'études professionnelles et du diplôme de « master of science in economics » de l'université de l'amitié des peuples Patrice Lumumba de Moscou (U.R.S.S.), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 686/MTFP du 7/8/79 — M. Ahondo Kossi Agbenoxevi, agent permanent de 3^e catégorie échelle A, admis au concours de monitorat (Session 1977) est nommé dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1978 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conservera à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 692/MTFP du 7/8/79 — Est rapporté en ce qui concerne M. Akouété (Marcel), l'arrêté N° 155/MFP du 25 avril 1967 portant intégration.

M. Akouété Kangni (Marcel), titulaire du diplôme du centre d'apprentissage agricole de Tové, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits au grade d'adjoint technique d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) à compter du 1^{er} janvier 1962 et reste mis à la disposition du mi-

nistre du développement rural (chapitre 22, article 23, paragraphe 1 du budget général).

La situation administrative de M. Akouété Kangni (Marcel) est reprise comme suit :

1.1.61 : Animateur rural permanent 3^e catégorie échelle A

CATEGORIE C

1.1.62 : Adjoint technique de 2^e classe 1^{er} échelon avec une ancienneté d'un an

1.1.63 : Adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon, ancienneté épuisée

1.1.65 : Adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon

1.1.67 : Adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon

1.1.69 : Adjoint technique de 1^{ère} classe 1^{er} échelon

1.1.71 : Adjoint technique de 1^{ère} classe 2^e échelon

1.1.73 : Adjoint technique de 1^{ère} classe 3^e échelon

1.1.75 : Adjoint technique principal 1^{er} échelon

1.1.77 : Adjoint technique principal 2^e échelon

1.1.79 : Adjoint technique principal 3^e échelon

La nouvelle situation de Monsieur Akouété Kangni (Marcel), adjoint technique principal 3^e échelon (catégorie C — indice 1.000), prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 693/MTFP du 7/8/79 — M. Bowessidjaou Essô, titulaire de la licence ès sciences (orientation : Mathématiques et sciences naturelles) de l'université de Neuchatel (Suisse) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 52, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 694/MTFP du 7/8/79 — M. Karsa Mateka Ka-raba, titulaire de la licence ès sciences économiques de l'université d'Abidjan (option) : planification et développement, du diplôme d'études approfondies (systèmes d'information et programmation économique) de l'université de Poitiers et du diplôme de spécialisation post-universitaire du centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes de Paris, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 52, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 695/MTFP du 7/8/79 — Les moniteurs permanents ci-après désignés admis aux concours de monitorat (session de 1977) sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moni-

teurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1er janvier 1978 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

- Awouba Adjossou Yaovi, moniteur permanent 3e cat. éch. A
- Kouelambou Messan Akouété, moniteur permanent 4e cat. éch. A
- Akpla Yao Kaleto, moniteur permanent 4e cat. éch. A
- Combey-Adamah Adamavi, moniteur permanent 4e cat. éch. A
- Djadou Badamé Yawogan, moniteur permanent 4e cat. éch. A
- Ayam Mensah Masama-Esso, moniteur permanent 3e cat. éch. B
- Gnassounou Akpa Amoussou Guédé, moniteur permanent 3e cat. éch. A
- Etodji Edjona Togbé, moniteur permanent 2e cat. éch. A
- Agbeko Foto-Yao moniteur permanent 3e cat. éch. A
- Ameganse Alougba, née Gawou, monitrice 3e catégorie échelle C
- Yawo Tsifotu moniteur 2e catégorie échelle A
- Akouété Kouma, moniteur 2e catégorie échelle A

Les agents dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à leur nouvelle situation conserveront à titre personnel, le bénéfice de leur salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, ils atteignent des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 696/MTFP du 7/8/79 — M. Aziawo Agbemei N'Kwako, titulaire du brevet d'études professionnelles (BEPCM) et admis à l'examen probatoire du baccalauréat de l'enseignement du second degré série G2, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 52, article 16 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 697/MTFP du 7/8/79 — Les candidats ci-après désignés, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratifs de 2e classe 2e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 22, article 16 du budget général).

Avoulete Koami (certificat d'aptitude professionnelle — spécialité aide-comptable plus brevet d'études professionnelles spécialité BEPCM).

Kodjo Ablavi (brevet d'études du premier cycle de second degré (BEPC) plus brevet d'études professionnelles spécialité BEPCM) plus probatoire du baccalauréat série G2.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 698/MTFP du 7/8/79 — Mlle Guitcha Sinkah, titulaire du diplôme de l'école des hôtesses de Genève et ayant suivi la formation de technicien supérieur du tourisme à l'école parisienne des hôtesses est, en attendant la parution du statut particulier des fonctionnaires du tourisme et de l'hôtellerie, admise dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du haut-commissaire au tourisme (chapitre 6, article 7, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 699/MTFP du 7/8/79 — M. Lawson Koudahin Dovi Adodo, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du probatoire (P2-B en P2-C) 2e partie du C.A.P.E.P.S de l'université René Descartes (Paris V-France) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur d'éducation physique et sportive de 3e classe 1er échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports et de la culture (chapitre 34, article 5, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 700/MTFP du 7/8/79 — Est rapportée en ce qui concerne M. Ayim Atawou, la décision n° 1348/MTFP du 20 juin 1978 portant engagement.

M. Ayim Atawou, titulaire du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (C.E.A.P.), série concours, session des 25 et 26 août 1977, est admis dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement, au grade d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 19 septembre 1978, date de prise de service, et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

Une bonification d'ancienneté de cinq mois seize jours (5 mois 16 jours) est accordée à M. Ayim Atawou pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement catholique du 1er janvier 1978 au 10 septembre 1978 inclus en application des dispositions de l'article 31 nouveau du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

L'ancienneté dans le grade d'instituteur-adjoint de 3e classe 1er échelon est acquise à compter du 3 avril 1978.

La nouvelle situation administrative de M. Ayim Atawou, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Intégrations

Arrêté n° 664/MTFP du 26/7/79 — M. Nadjombe Oukate Kabou, commis des greffes et parquets de 1^{ère} classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 430) du cadre du personnel judiciaire, titulaire de la capacité en droit, session de mai 1979, est intégré dans le corps des greffiers au grade de greffier de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} juillet 1979 et reste mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 4 du budget général).

La nouvelle situation administrative de M. Nadjombe Oukate Kabou, greffier de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750), prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 674/MTFP du 6/8/79 — Est rapportée pour compter de la date de signature du présent arrêté la décision n° 381/MTFP du 23 février 1979 portant avancement automatique d'échelon.

M. Torko Kwami (Maurice), agent spécialisé de 1^{ère} classe 1^{er} échelon (Catégorie D — indice 430) du cadre des fonctionnaires de la Météorologie et de l'aéronautique civile, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (spécialité : banque), session de juin 1978, est rayé de son cadre d'origine et intégré dans celui des fonctionnaires du trésor au grade de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 1^{er} juillet 1978 et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 13 du budget général, exercice 1979).

La nouvelle situation de M. Torko Kwami (Maurice), contrôleur du trésor de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire catégorie B — indice 750), prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Arrêté n° 687/MTFP du 7/8/79 — Mme Missoh Kayissan Tontono, née Kpotogbey, professeur des collèges d'enseignement général de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2-indice 1100) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence d'enseignement, section : anglais, session de septembre 1978, de l'école des lettres de l'université du Bénin, est intégrée dans la hiérarchie supérieure au grade de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 1^{er} octobre 1978 et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 20, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

Arrêté n° 688/MTFP du 7/8/79 — Sont rapportés :
— l'arrêté n° 1139/MJFPT du 24 novembre 1976 accordant bonification d'échelon ;

— l'arrêté n° 301/MJFPT du 5 avril 1977 portant intégration ;

— l'arrêté n° 1 232/MTFP du 7 décembre 1978 portant promotion en ce qui concerne M. Apaloo Edoh (Mathieu) ;

— la décision n° 1254/MJFPT du 27 mai 1977 portant avancement automatique d'échelon ;

M. Apaloo Edoh (Mathieu), professeur de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1450), titulaire de la maîtrise ès lettres d'enseignement (certificat d'études supérieures C2 de méthodes de recherche en littérature française) de l'université de Paris X Nanterre et du certificat de fin de préparation aux fonctions d'inspecteur primaire de l'école normale supérieure de Saint-Cloud, à la fin de deux années universitaires de stage de formation professionnelle en France, est élevé au 3^e échelon de son grade (catégorie A1 — indice 1600) à compter du 1^{er} juillet 1976, date de retour du stage.

L'ancienneté dans le nouvel échelon est acquise à compter du 1^{er} décembre 1974, date du dernier avancement automatique d'échelon.

M. Apaloo Edoh (Mathieu), professeur de 3^e classe 3^e échelon (catégorie A1 — indice 1600), admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale, session de l'année 1976, option enseignement du deuxième degré, est rayé de son corps d'origine et intégré dans celui des inspecteurs de l'éducation nationale avec une bonification d'un échelon, au grade d'inspecteur de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A1 — indice 1750) à compter du 1^{er} novembre 1976 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique chapitre 26, article 16, paragraphe 4 du budget général, exercice 1979).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 1^{er} décembre 1974, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

La situation administrative de M. Apaloo Edoh (Mathieu) est régularisée comme suit :

1.12.1974 — Inspecteur de l'éducation nationale de 3^e classe 4^e échelon

1.12.1976 — Inspecteur de l'éducation nationale de 2^e classe 1^{er} échelon

1.12.1978 — Inspecteur de l'éducation nationale de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1-indice 2050).

Arrêté n° 704/MTFP du 7/8/79 — M. Mane Kossé instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 750) du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire du certificat de fin d'études normales (CFEN), section ENI, session de juin 1977, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) à compter du 12 septembre 1977 et reste mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la

recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général, exercice 1979).

M. Mane Kossi, instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750), admis à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique (CAP) session de 1977 série ENI est titularisé dans ses fonctions à compter du 1er janvier 1978.

La situation administrative de M. Mane Kossi est reprise comme suit :

CATEGORIE C

20. 9.1976 : Instituteur-adjoint de 2e classe 1er échelon (indice 750)

CATEGORIE B

12. 9.1977 : Instituteur de 2e classe 1er échelon stagiaire (indice 750)

1.1.1978 : Instituteur de 2e classe 1er échelon titulaire

20. 9.1978 : Instituteur de 2e classe 2e échelon (catégorie B — indice 850).

Arrêté n° 705/MTFP du 7/8/79 — Sont rapportés les arrêtés n°s 108/MJFPT et 939/MTFP des 1er février et 2 octobre 1978 portant intégration.

M. Akakpo Koffi Mevonyowu (Charles), instituteur de 1ère classe 3e échelon (catégorie B — indice 1350), titulaire de la licence en droit, session de juin 1976, de l'école supérieure d'administration et des carrières juridiques de l'université du Bénin, est rayé du cadre des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'attaché d'administration de 2e classe 4e échelon (catégorie A2 — indice 1400) à compter du 1er juillet 1976 et mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 5 du budget général).

L'ancienneté dans le nouveau grade est acquise à compter du 1er janvier 1976, date du dernier avancement dans le corps de provenance.

La situation administrative de M. Akakpo Koffi Mevonyowu (Charles) est régularisée comme suit :

1. 1.1976 — attaché d'administration de 2e classe 4e échelon ;

1. 1.1978 — attaché d'administration de 1ère classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500).

M. Akakpo Koffi Mevonyowu (Charles), attaché d'administration de 1ère classe 1er échelon (catégorie A2 — indice 1500), titulaire du diplôme de l'école nationale de la magistrature de Paris, à la fin d'un stage de formation professionnelle en France, est rayé du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et intégré dans la magistrature en qualité de magistrat du 3e grade 3e échelon (catégorie A1 — indice 1600) à compter du 3 juillet 1978, date de retour du stage, et reste mis à la disposition du garde des sceaux, ministre de la justice (chapitre 16, article 5 du budget général, exercice 1979).

Arrêté n° 711/MTFP du 9/8/79 — Les fonctionnaires (catégorie D) ci-après désignés du cadre du personnel des postes et télécommunications, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), sont intégrés dans la hiérarchie supérieure au grade d'agent d'exploitation de 2e classe 1er échelon (catégorie C — indice 550) et restent mis à la disposition du ministre des travaux publics, des postes et télécommunications (chapitre 20, article 7 du budget général, exercice 1979) :

Modedzi Komi Awudzi, préposé de 1ère classe, 1er échelon, indice 430, session de juin 1970, du 1-7-1970.

Tonougnon Alognédji (Etienne), agent spécialisé de 2e classe, 4e échelon, indice 390, session de juin 1973 du 1-7-1973.

Azanledji Akakpo Sémégnon, agent spécialisé de 2e classe 3e échelon, indice 350, session de juin 1978 du 1-7-1978.

Boundjou Napo, préposé de 2e classe, 1er échelon, indice 270, session de juin 1977 du 1-7-1977.

La situation administrative des agents d'exploitation ci-dessous désignés est reprise comme suit :

M. Modedzi Komi Awudzi

1-7-1970 : agent d'exploitation de 2e classe 1er échelon

1-7-1972 : agent d'exploitation de 2e classe 2e échelon

1-7-1974 : agent d'exploitation de 2e classe 3e échelon

1-7-1976 : agent d'exploitation de 2e classe 4e échelon

1-7-1978 : agent d'exploitation de 1ère classe 1er échelon (catégorie C — indice 750)

M. Tonougnon Alognédji (Etienne)

1-7-1973 : agent d'exploitation de 2e classe 1er échelon

1-7-1975 : agent d'exploitation de 2e classe 2e échelon

1-7-1977 : agent d'exploitation de 2e classe 3e échelon (catégorie C — indice 650)

La nouvelle situation administrative des intéressés prend effet au point de vue de la solde pour compter de la date de signature du présent arrêté.

Titularisations

Arrêté n° 680/MTFP du 7/8/79 — M. Amegnidou Anani Ayaovi, attaché d'administration de 2e classe 1er échelon stagiaire qui a accompli l'année réglementaire de stage est titularisé dans son emploi pour compter du 5 septembre 1978 et conserve une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 681/MTFP du 7/8/79 — M. Adohoun Kossi Dogbê et Fénou Kossi Enyonam (Clément), adjoints techniques 1er échelon stagiaires (catégorie B) du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 29 mars 1978 et conserve chacun une ancienneté d'un an.

Arrêté n° 701-MTFP du 7/8/79 — Les instituteurs de 2e classe 1er échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-dessous désignés, admis à l'examen du certificat d'aptitude Pédagogique (CAP) session des 25 et 26 août 1977 sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1er janvier 1978 et conservent chacun une ancienneté d'un an.

Nordjoe Kossi - Kouma
Aniakou Dodji Agbenoxévi Namana (Eric)
Bawa Gbatj (Ernest).

Les intéressés sont élevés au 2e échelon de leur grade pour compter du 1er janvier 1979 (A.C. Néant).

Arrêté n° 702-MTFP du 7/8/78. — M. Kolibe-Gnamiku Kokou, professeur de collège d'enseignement général de 3e classe 1er échelon stagiaire, admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges (CAP-CEG) session de 1976 est titularisé dans son emploi pour compter du 1er janvier 1977 (AC 1 an).

L'intéressé est élevé au 2e échelon de son grade pour compter du 1er janvier 1978 (AC épuisée).

Détachements

Arrêté n° 678-MTFP du 7/8/79. — Les agents ci-après désignés, du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, en service à la direction de l'économie, sont placés dans la position de détachement pour servir auprès de la société nationale d'investissement et fonds annexes :

- Montant Boko Mensavi, administrateur civil de 2e classe 3e échelon.
- Eza Kouassivi, administrateur civil 2e échelon.
- Aguey-Zinsou Kuassiba, secrétaire d'administration de 2e classe 1er échelon.

Durant la période du détachement les émoluments de MM. Montant, Eza et Aguey-Zinsou ainsi que les contributions complémentaires à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la société nationale d'investissement et fonds annexes (S.N.I.).

Les intéressés subiront sur leur traitement indiciaire de base, la retenue pour pension de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1er juin 1979.

Absences irrégulières

Décision n° 1013-MTFP du 27/6/79 — Est constatée pour compter du 19 juin 1979, l'absence irrégulière de son poste de M. Gnrofoun Tosseh, ingénieur principal 2e échelon des eaux et forêts, en service au cabinet du ministre de l'aménagement rural.

Décision n° 1016-MTFP du 27/6/79. — Est et demeure rapportée, la décision n° 695-MTFP du 17 avril 1979 constatant absence irrégulière de son poste de Mlle Allaglo Délali Améyo.

Est constatée pour la période allant du 1er au 18 mars 1979 inclus, l'absence irrégulière de son poste de Mlle Allaglo Délali Améyo, commis des greffes et parquets de 2e classe 4e échelon, du corps du personnel judiciaire, en service à la justice de paix de Tsévié.

Durant la période concernée, l'intéressée n'aura droit à aucun traitement (chapitre 16, article 6 du budget général).

Décision n° 1285-MTFP du 7/8/79. — Est constatée pour compter du 8 janvier 1979, l'absence irrégulière de son poste de M. Messan Kouakou (Adrien), professeur de 3e classe 3e échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au Lycée de Kpodzi à Kpalimé.

Durant la période de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 26, article 20, paragraphe 4 du budget général).

Décision n° 1286-MTFP du 7/8/79. — Est constatée pour compter du 1er janvier 1979, l'absence irrégulière de son poste de M. Neglokpe Tèvi (Albert), assistant d'hygiène d'Etat de 1re classe 1er échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, en service à la subdivision sanitaire de Vo.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement (chapitre 24, article 5 du budget général).

Décision n° 1287-MTFP du 7/8/79. — Est constatée pour compter du 11 septembre 1978, l'absence irrégulière de son poste de M. Selly Kossi, instituteur de 2e classe 3e échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, précédemment en service à Amou-Oblo (chapitre 24, article 1, paragraphe 1, exercice 1978 et chapitre 26, article 25, paragraphe 1, exercice 1979 du budget général).

Durant la période de l'absence l'intéressé, n'aura droit à aucun traitement.

Incarcération

Décision n° 1284-MTFP du 7-8-79 — Est constatée pour compter du 14 février 1979, l'incarcération de M. Etorh Ananou (Jean), professeur de 3e classe 4e échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à Sotouboua (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Pendant la période de l'incarcération, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Exclusion temporaire

Arrêté n° 679-MTFP du 7-8-79 — M. Tchabode Aya Boukari, gardien de la paix 3e échelon du corps des fonctionnaires de la police, en service au commissariat

dé police du réseau des Chemins de fer à Lomé, est exclu temporairement de ses fonctions pour une durée de six (6) mois pour manquement grave à ses obligations professionnelles (chapitre 14, article 7 du budget général).

Pendant la période concernée, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Rappel à l'activité

Décision n° 1333/MTFP du 9-8-79 — Mme Kudzu Jifa (Jeannette), infirmière d'Etat de 2^e classe 3^e échelon du corps médical et technique de la santé publique bénéficiaire d'un congé pour affaires personnelles expirant le 31 mai 1976, est rappelée à l'activité à compter du 1^{er} juin 1976.

Reprise de fonctions

Arrêté n° 677/MTFP du 7-8-79 — Est constatée pour compter du 2 mai 1979, la reprise de fonctions de Mme Klousseh Kayi, née Kpodar, professeur de 3^e classe 2^e échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service au lycée du 2 février à Lomé, placée dans la position de disponibilité sans traitement suivant arrêté n° 266/MTFP du 16 mars 1979 (chapitre 26, article 20, paragraphe 9 du budget général).

Décision n° 1269/MTFP du 7-8-79 — Est constatée pour compter du 27 juin 1979, la reprise de fonctions de M. Gnrofon Tosseh, ingénieur des eaux et forêts principal 2^e échelon, du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, en service au cabinet du ministre de l'aménagement rural, dont l'absence irrégulière de son poste a été constatée suivant décision n° 1013/MTFP du 27 juin 1979 (chapitre 36, article 2 du budget général).

Retraite

Arrêté n° 675/MTFP du 7-8-79 — M. Lawson Boèvi (Théophile, journaliste principal 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, en service à la fédération togolaise de football, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} novembre 1979, en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 5^e alinéa de l'ordonnance n° 68-12 du 1^{er} avril 1968.

Arrêté n° 676/MTFP du 7-8-79 — Mme Lawson, née Séwa Adjoa (Marguerite), institutrice-adjointe de 2^e classe 1^{er} échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, en service à l'école primaire publique de Tokoin Dadzie, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite en application des dispositions de l'article 5-3^e de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Conformément aux dispositions de l'article 16-II (1^{er} alinéa) de la même loi, l'intéressée qui est née le 20 juillet 1942 entrera en jouissance de sa pension pour compter du 20 juillet 1997, date à laquelle elle aura normalement atteint la limite d'âge.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} septembre 1979.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 23-7-79 à l'arrêté n° 1323/MTFP du 29 décembre 1978 portant promotion.

Sont promus au titre des années 1974, 1975, 1976, 1977 et à compter des dates ci-dessous indiquées, les fonctionnaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique dont les noms suivent :

Cadres des agents techniques (cat. B)

Au grade d'agent technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Après :

1-9-78 — Fikou Ombourè, agent technique de 2^e classe 4^e échelon

Au lieu de :

1-9-78 — Katanga Ako (Ignace), agent technique de 2^e classe 4^e échelon

Lire :

1-9-78 — Ako Katanga (Ignace), agent technique de 2^e classe 4^e échelon

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 23-7-79 à l'arrêté n° 1333/MTFP du 29 décembre 1978 portant nomination

Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 25, paragraphe 1 du budget général) :

Au lieu de :

Kiliyo Eglou

Lire :

Adom Kiliyo Eglou.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 7-8-79 à l'arrêté n° 14-MTFP du 9 janvier 1979 portant nomination.

Au lieu de :

M. Kuévidjin Têko Gayégnigogo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du brevet d'études professionnelles (BEPCM), est

admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif, de 2e classe 2e échelon (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 19 du budget général).

Lire :

M. Kuévidjin Têko Gayégnigogo, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC) et du brevet d'études professionnelles (BEP-CM), est admis dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2e classe 2e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 24, article 19 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 25-7-79 à l'arrêté n° 477-MTFP du 21 mai 1979 portant promotion.

Sont promus au titre de l'année 1978 et pour compter des dates ci-après indiquées, les fonctionnaires du corps du personnel des postes et télécommunications dont les noms suivent :

Cadre des agents d'exploitation (catégorie C)

Au grade d'agent d'exploitation principal 1er échelon.

Après :

11-8-77 — Dogbe Agboglati Dotsé (Léonard) agent d'exploitation de 2e classe 4e échelon.

Au lieu de :

1-1-78 — Quaeris Komla (Antoine)

Lire :

1-1-78 — Djetor Komla Midodji

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 7-8-79 à l'arrêté n° 200-MTFP du 28 février 1979 portant nomination de MM. Dagbovie Komla Ekli et Kpodar Asslongbon Biova.

AU LIEU DE :

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

LIRE :

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er juillet 1978.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 7-8-79 à l'arrêté n° 544-MTFP du 20 juin 1979 portant nomination.

Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat (session de 1976), sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement

en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon (catégorie D — indice 270) pour compter du 1er janvier 1977 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Après :

Gnakadé Badawou, née Kézié, monitrice permanente de 3e catégorie hors échelle

AU LIEU DE :

Amavi-Atayi Amah Wantowossi, moniteur permanent de 4e catégorie échelle A.

Lire :

Amavi-Atayi Amah Wantowossi, moniteur permanent de 4e catégorie échelle D.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 7-8-79 à l'arrêté n° 545-MTFP du 20 juin 1979 portant nomination.

Les moniteurs permanents ci-après désignés, admis au concours de monitorat (session de 1977), sont nommés dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3e classe 1er échelon catégorie D — indice 270) pour compter du 1er janvier 1978 et restent mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (chapitre 26, article 25, paragraphe 1 du budget général).

Après :

Bonfoh Zafarou Tonaké, née Tchayi, monitrice permanente de 2e catégorie échelle B

AU LIEU DE :

Tordjo Akua Eli, née Sowu, monitrice permanente de 3e catégorie échelle A

LIRE :

Tordjo Akua Eli, née Sowu, monitrice permanente de 3e catégorie échelle B

Le reste sans changement.

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

RECTIFICATIF

RECTIFICATIF du 16-7-79 à l'arrêté n° 10-MTP-PT du 21 mai 1979 portant nomination de fonctions.

AU LIEU DE :

M. Quashie Kouassi, inspecteur 2e échelon des Postes et Télécommunications est nommé agent comptable de la caisse d'épargne du Togo en remplacement de M. Segbena Yawo en instance de détachement auprès de l'école multinationale supérieure de formation postale d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

M. Quashie Kouassi est tenu de réaliser dans le délai maximum d'un mois à compter de la date signa-

ture du présent arrêté, un cautionnement fixé à cinquante mille (50.000) francs.

Ce cautionnement réalisé en numéraire, sera versé à un compte productif d'intérêt au profit de l'intéressé.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er juin 1979.

LIRE :

M. Quashie Kouassivi inspecteur 2^e échelon des postes et télécommunications est nommé agent comptable de la caisse d'épargne du Togo en remplacement de M. Segbena Yawo en instance de détachement auprès de l'école multinationale supérieure de formation postale d'Abidjan (Côte d'Ivoire).

M. Quashie Kouassivi, est tenu de réaliser dans le délai maximum d'un mois à compter de la date de

signature du présent arrêté, un cautionnement fixé à cinquante mille (50.000) francs.

Ce cautionnement réalisé en numéraire, sera versé à un compte productif d'intérêt au profit de l'intéressé.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er juin 1979.

• MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nomination

Arrêté n° 34-MENRS du 6-8-79. — Les nominations suivantes aux postes de directeurs de collège d'enseignement général (CEG) sont prononcées parmi le personnel de l'enseignement du deuxième degré :

Nom et prénoms	Grade	Ancien poste	Nouveau poste	Cir.
Ladey Ahlidjah Lolonyo	PCEG (Fr-Angl)	CEG Tokoin-Nord	CEG Bè-Atikpa-Kagounou	Lomé
Koudoyor D. Anani	PCEG (Sp-Sn)	Lycée de Sokodé	CEG Agouégan	Aného
Mensah F. Abini	PCEG (Sp-M)	Lycée de Lama-Kara	CEG Séko	Aného
Kwakuvi Kwamba	PCEG (Sp-Sn)	CEG Kévé	CEG Anfoin	Aného
Amuzu-Seshie S. Kodjo	PCEG (Fr-Angl)	CEG Agbanakin	CEG Agbanakin	Aného
Adjayi Babatoundé	PCEG (M-Sp)	Lycée de Vogan	CEG Wogba	Vo
Lawson-Drackey F. Eman	PCEG (Fr-Hg)	CEG Pya	CEG Amegnran	Vo
Edzidi Koffi	PCEG (M-Sp)	Lycée d'Atakpamé	CEG Gboto-Vodougbe	Tabligbo
Apéléte Kossi	PCEG (Sp-Sn)	CEG Datcha	CEG Badja	Tsévié
Soklou Hunkpati	PCEG (Fr-All)	Lycée de Lama-Kara	CEG Agbélouvé	Tsévié
Glep Komlan Agbessi	PCEG (Fr-Angl)	CEG Gapé	CEG Gapé	Tsévié
Coussey Yao Séna	PCEG (Fr-Angl)	CEG Bassar-Nangbani	CEG Amoussoukopé	Kloto
Yetò Kodjo	PCEG (Sp-Sn)	Lycée de Kpodzi	CEG Agomé-Tomégbé	Kloto
Kossi Yawo Séna	PCEG (Fr-Hg)	Lycée Dayes-Apéyéme	CEG Danyi-Atigba-N'digbé	Kloto
Amessiame Kodjo	PCEG (Fr-Hg)	CEG Kabou	CEG Kouma-Adamé	Kloto
Sogonvi Atadégnon	PCEG (Fr-Angl)	ENS Atakpamé	CEG Otadi	Amlamé
Akakpo Toulan Foily	PCEG (Fr-Hg)	CEG Agadji	CEG Kpatégan	Amlamé
Agbossou Komlan Goudabla	PCEGS (Fr-Angl)	ENS Atakpamé	CEG Dagbati	Vo
Sizing Ali	PCEGS (Fr-Angl)	ENS Atakpamé	CEG Camboté	Tchamba
Sossa Sossouvi	PCEG (Sp-Sn)	Lycée d'Amlamé	CEG Okpahoue	Amiamé
Deglo Mensa	PCEG (Fr-All)	Lycée de Lama-Kara	CEG Oga	Amiamé
Assogba Nouwagnon	PCEG (Sp-M)	Lycée de Pagouda	CEG Kpété-Maflo	Badou
Kounetsron Ankou	PCEG (Sp-M)	Lycée de Pya	CEG Tomégbé	Badou
Gnassounou Kwami	PCEG (Sp-M)	CEG Npamassila	CEG Nyamassila	Atakpamé
Kumessi Agbotsè	PCEG (Sp-M)	Lycée d'Amlamé	CEG Gléi	Atakpamé
Degue Nomseli	PCEG (Sp-M)	CEG Sotouboua-Ville	CEG Sotouboua-Ville	Sotouboua
Agbegninou Ezi Kwami	PCEG (Fr-Angl)	CEG Kabou	CEG Agbandi	Sotouboua
Dzraku Kokou Messa	PCEG (Fr-Hg)	CEG Bassar-Est	CEG Bassar-Est	Bassar
Azaniedzi Cujoe	PCEG (Fr-Angl)	CEG Guérinkouka	CEG Sanda-Kagbanda	Bassar
Makou Kossi Nadjombé	PCEGS (Fr-Hg)	ENS Atakpamé	CEG Kabou	Bassar
Ali Abdel-Kérim	PCEG (Fr-Hg)	Col. St. Albert		
Gnaniaba E. Bally		Atakpamé	CEG Aledjo-Kadara	Bafilo
Segla Koffi Senyo	PCEG (Fr-Hg)	ENS Atakpamé	CEG Kara-Sud	Lama-Kara
Yedema T. Kahtangma	PCEGS (Sn-M)	CEG Sotouboua-Ville	CEG Lama-Kolidé	Lama-Kara
Alon Kpatcha	PCEG (Fr-Hg)	ENS Atakpamé	CEG Tcharé	Lama-Kara
Pikéli M. Pohognaky	PCEG (Fr-Hg)	CEV Pya	CEG Pya	Lama-Kara
Tchazinson Soudou Essohanam	PCEGS (Fr-Hg)	ENS Atakpamé	CEG Landa	Lama-Kara
Koumansi Kwasi Bohno	PCEGS (Sn-M)	ENS Atakpamé	CEG Houde	Lama-Kara
Akaté T. Eya Palimsou	PCEG (Sp-M)	Lycée Niamtougou	CEG Kétao	Pagouda
Ahouiouma Essodina	PCEGS (Sn-M)	ENS Atakpamé	CEG Sirka	Pagouda
Balie Tchodié Taasandi	PCEGS (Fr-Angl)	ENS Atakpamé	CEG Alloum	Niamtougou
Lamboni Lenga F. Dantaré	PCEGS (Fr-Hg)	ENS Atakpamé	CEG Gando	Mango
Kpanougou B. Simthaoui	PCEGS (Sn-M)	ENS Atakpamé	CEG Nagbéni	Dapaong
Baféi Dalakéna	PCEG (Fr-Hg)	CEG Sérégbéné	CEG Blitta	Sotouboua
		INSE (U.B.)	CEG Pagala-Gare.	Sotouboua

Les directeurs des CEG doivent rejoindre leur poste au plus tard un mois avant la rentrée des classes, afin de prendre les dispositions nécessaires. Les passations de service entre les directeurs doivent intervenir également un mois avant la rentrée des classes. Le présent arrêté prend effet pour compter du 17 août 1979.

Arrêté n° 35-MEN-RS du 16/8/79 — M. Kabraitchu-ka Bagdugu, professeur en service au lycée de Sokodé est nommé censeur du lycée de Kpodzi à Kpalimé.

M. Motchon Yawovi, professeur au lycée de Sotouboua est nommé censeur du lycée de Notsè.

M. Assiah Kpam-Nle, professeur au lycée de Pagouda est nommé censeur du lycée de Sokodé.

M. Derou Pamélékom, professeur au lycée de Pya est nommé censeur du lycée de Pagouda.

M. Bawea Kobam, professeur au lycée de Dapaong est nommé censeur dudit établissement.

M. Bilabina Sim Essotina, professeur au lycée de Lama-Kara est nommé censeur du lycée de Niamtougou.

M. Tanta Tokoula, professeur au lycée de Niamtougou est nommé censeur du lycée de Tabligbo.

M. Houngues Komlan, professeur en service au lycée du 2 février est nommé censeur dudit établissement.

M. Kagnaya Bassi, professeur au lycée de Pya est nommé censeur dudit établissement.

M. Kaga Alérou, professeur au lycée d'Amlamé est nommé censeur du lycée de Danyi.

M. Adja Poroki, directeur des études à l'ENS d'Atakpamé est nommé censeur du lycée de Bassar.

M. Dotchou Kossi, professeur au lycée de Kpodzi est nommé censeur du lycée de Lama-Kara.

M. Tetoowala Awouli, professeur au CEG de Tokoin centre est nommé censeur du lycée de Tokoin.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 36-MEN-RS du 16/8/79 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Akite Agbenou, Agbadja Kokou Sename, Kpiagou Kolani, Oureya Molla Mizimata, les arrêtés n°s 37/MENRS du 8 août 1977 et n° 45/MENRS du 17 août 1978 portant nomination de censeurs.

M. Akite Agbenou est nommé proviseur du lycée de Danyi.

M. Kpiagou Kolani est nommé proviseur du lycée de Sokodé.

Oureya Molla Mizimata est nommé proviseur du lycée de Mango.

M. Akumey Ago Komlan est nommé proviseur du lycée de Tsévié.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 37-MEN-RS du 16/8/79 — Sont et demeurent rapportés en ce qui concerne MM. Dogbe Kodjo, Baba Nakom Koura, Allaga Kodegui Agbo Atsou et Djeguema Koffi, les arrêtés n° 22/MEN du 7 juillet 1975, n° 25/MEN du 16 juillet 1975, n° 28/MEN du 20

juillet 1976 et n° 44/MENRS du 17 août 1978 portant nomination de proviseurs.

Le présent arrêté prend effet pour compter des dates de passation de service.

Rectificatif

Rectificatif du 6/7/79 à l'arrêté n° 33-MEN-RS du 25 juillet 1979 portant nomination

M. Morouma Tissoya Koudolga, attaché d'administration de 2e classe 4e échelon est nommé chargé de mission au ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Au lieu de : Morouma-Tissoya Koudolga

Lire : Mourouma Tissoga Koudolga

Le reste sans changement.

MINISTERE DU PLAN, DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE

Autorisation de virement

Décision n° 109-MPDIRA-DGPD-SFCEP du 7/8/79 — Est autorisé le virement en faveur de la société nationale pour le développement de la palmeraie et des huileries (SONAPH) à Lomé, au compte hors budget ouvert dans les écritures du trésorier-payeur du Togo sous le n° 115-46 rubrique 1, de la somme de vingt cinq millions (25.000.000) de francs CFA pour permettre l'entretien de 1.720 ha de palmeraies sélectionnées pendant la campagne agricole 1979/1980.

La dépense est imputable, par anticipation, sur le budget d'investissement et d'équipement 1979 titre III, chapitre 7, article 3, paragraphe 1, rubrique a (CF n° 151/79 du 24-7-79).

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

NOMINATION

Arrêté n° 12-MDR-DGA du 6/7/79. — M. Baloubadjo M'Kpaada, ingénieur d'agriculture de 2e classe 2e échelon (catégorie A2) est nommé directeur du service de la coopération, de la mutualité et du crédit.

Ses émoluments sont imputables sur le chapitre 22, article 20 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 13-MDR-DGA du 6/7/79 — M. Foli-Kouesan Foli Ativi, ingénieur principal d'agriculture 1er échelon (catégorie A1) est nommé directeur du service de l'enseignement et de la formation agricole.

Ses émoluments sont imputables sur le chapitre 22, article 7, paragraphe 1 du budget général.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 288-MFE-CR du 7-8-79. — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 56 %) au montant annuel de deux cent dix mille quatre cent trente six (210.436) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Komlavi Kowovi Tchandikou, caporal-chef 5e échelon n° mle 12031 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1979.

M. Komlavi Kowovi Tchandikou pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 4e rang) ci-après désignés :

Adjowa, née le 5 juillet 1971

Eklou, né le 23 avril 1973

Napo né le 29 septembre 1974

Yikpindi, née le 27 octobre 1976.

Arrêté n° 302-MFE-CR du 8/8/79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de cinq cent quatre vingt mille trois cent vingt huit (580.328) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gbenado Nonvimonnou Mawulékplimi, adjudant-chef 3e échelon n° mle 20172 du corps du personnel du 1er régiment interarmes togolais (indice 1200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er juillet 1978.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gbenado Nonvimonnou Mawulékplimi pour compter du 1er juillet 1978 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 5e rang) ci-après désignés :

Amétowoanou, née le 15 avril 1953

Améwoanou, née le 30 juillet 1955

Amétonou, né le 2 mai 1958

Sénadé, né le 27 février 1962

Holonou né le 6 juin 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent seize mille soixante huit (116.068) francs pour compter du 1er juillet 1978.

M. Gbenado Nonvimonnou Mawulékplimi, pourra prétendre, pour compter du 1er juillet 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6e au 11e rang) ci-après désignés :

Adangbo, née le 8 mai 1963

Miwlumede, née le 8 mars 1965

Dossou, né le 24 novembre 1968

Nonviti née le 12 juin 1969

Gbewouanou, né le 6 août 1970

Gbewouanouvi, né le 25 mars 1973.

Arrêté n° 303-MFE-CR du 8/8/79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Mebounou (Véronique née Ayikoe) épouse de M. Mebounou Michel, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle (indice 1050, pourcentage 73 %) décédé le 13 septembre 1974, une pension de veuve au taux annuel de cent quatre vingt neuf mille trois cent quatre vingt huit (189.388) francs pour compter du 1er octobre 1974, de deux cent dix sept mille sept cent quatre vingt seize (217.796) francs pour compter du 1er janvier 1975 et de deux cent cinquante mille quatre cent soixante quatre (250.464) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Arrêté n° 304-MFE-CR du 8/8/79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Blivi Abouyavi (née Dotouvi) épouse de M. Blivi Pierre, commis principal après 36 mois des services administratifs, financiers et comptables de l'AOF (indice 864, pourcentage 76 %) en retraite décédé le 4 juin 1974, une pension de veuve au taux annuel de deux cent quatorze mille cinq cent soixante quatre (214.564) francs pour compter du 18 mai 1978.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Blivi Abouyavi (née Dotouvi) une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Adudévi, née le 19 juillet 1936

Kpakpovi, né le 3 janvier 1940

Adukuévi, née le 15 mai 1943

Akouèté, né le 19 juillet 1951.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente deux mille cent quatre vingt quatre (32.184) francs pour compter du 18 mai 1978.

Arrêté n° 305-MFE-CR du 8/8/79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 71 %) au montant annuel de cinq cent cinquante six mille huit cents (556.800) francs pour compter des dates ci-après est payable comme suit :

— Trois cent quinze mille cent vingt (315.120) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1er mars 1965 ;

— Deux cent quarante et un mille six cent quatre vingts (241.680) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1er février 1979 est accordée à M. Awate Bakénam, adjudant-chef 3e éch. n° m_e 20.959 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 1.200) admis à la retraite.

M. Awate Bakénam pourra prétendre pour compter du 1er février 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 2e au 10e rang) ci-après désignés :

Badakagou, né le 28 mars 1963
Bazima, née le 20 juillet 1963
Banabayi, née le 24 janvier 1966
Essokpom, née le 18 mars 1968
Bozobêndou, né le 21 juillet 1968
Bitèniwé, né le 19 septembre 1968
Mangoulibayi, né le 18 août 1970
Mondomwoubè, né le 31 juillet 19773.

Arrêté n° 306-MFE-CR du 10/8/79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Vieira Afansi (née Akoda) épouse de M. Vieira François, secrétaire d'administration principal 1er échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1.629, pourcentage 74%) en retraite décédé le 5 décembre 1972, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante dix mille sept cent soixante douze (270.772) francs pour compter du 1er janvier 1973, de deux cent quatre vingt dix sept mille huit cent quarante huit (297.848) francs pour compter du 1er janvier 1974, de trois cent quarante deux mille cinq cent vingt (342.520) francs pour compter du 1er janvier 1975 et de trois cent quatre vingt treize mille huit cent quatre vingt seize (393.896) francs pour compter du 1er janvier 1977.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante quatre mille cent cinquante six (54.156) francs pour compter du 1er janvier 1973, à cinquante neuf mille cinq cent soixante douze (59.572) francs pour compter du 1er janvier 1974, à soixante huit mille cinq cent quatre (68.504) francs pour compter du 1er janvier 1975 et à soixante dix huit mille sept cent quatre-vingts (78.780) francs l'an pour compter du 1er janvier 1977 à chacun des orphelins ci-après dénommés:

Rita, née le 23 décembre 1955
Roger, né le 5 janvier 1957.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de Mlle Vieira Antoinette Aïsatou, chargée de leur tutelle.

Arrêté n° 307-MFE-CR du 10/8/79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 71 %) au montant annuel de quatre cent quarante mille huit cents (440.800) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Barben Ayélé (Berthe) (née Gaba) assistante principale 2e échelon du corps du person-

nel de la météorologie (indice 950) admise à la retraite. La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mai 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Barben Ayélé (Berthe) (née Gaba) pour compter du 1er mai 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1er au 3e rang) ci-après désignés :

Kodjo, né le 16 septembre 1957
Koffi, né le 30 janvier 1959
Akouavi, née le 26 octobre 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante quatre mille quatre vingts (44.080) francs pour compter du 1er mai 1979.

Mme Barben Ayélé (Berthe) (née Gaba) pourra prétendre, pour compter du 1er mai 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4e au 5e rang) ci-après désignés :

Afiavi, née le 14 juin 1963
Koffivi, né le 7 novembre 1966.

Arrêté n° 308-MFE-CR du 10/8/79 — M. Orena Lando Ayika, adjudant 3e échelon n° m_e 106 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise en retraite pourra prétendre sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Ayi, né le 7 avril 1979.

Arrêté n° 311-MFE-CR du 14/8/79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 46 %) au montant annuel de cent vingt six mille deux cent soixante (126.260) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bagnan Djanna, gardien de circonscription de 2e classe 6e échelon (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1er mars 1979.

M. Bagnan Djanna pourra prétendre, pour compter du 1er mars 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1er au 12e rang) ci-après désignés :

Saa, né le 4 avril 1962
Baba, née le 13 mars 1965
Malitech, née le 9 novembre 1967
Yegueya, né le 8 février 1968
Tekpatimani, née le 30 octobre 1969
Sagou T., né le 6 février 1970
Manta, née le 26 août 1971
Miguenaká, née le 12 mars 1972
Tigerrama, née le 20 janvier 1975
Madiama, née le 30 juillet 1975
Wenheoudama, née le 22 février 1976
Badotima, né le 11 septembre 1977.

Arrêté n° 314-MFE-CR du 14/8/79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 80 %) au montant annuel de quatre cent quarante quatre mille trois cent quatre vingt seize (444.396) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aguin Yao, sergent-chef 4^e échelon n° mle 20058 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 850) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aguin Yao pour compter du 1^{er} janvier 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Atafèitome, né le 15 décembre 1957
Essotena, né le 7 juin 1959
Makounawé, né le 23 mai 1961

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante quatre mille quatre cent quarante (44.440) francs pour compter du 1^{er} janvier 1979.

M. Aguin Yao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Bilaname, né le 24 février 1964
Tiféwè, né le 18 août 1964
Matinlé, né le 21 octobre 1964
Samah, né le 22 juillet 1966
Zinabou, née en 1966
Badebana, né le 26 février 1967.
Bidenewé, née le 6 mai 1969
Abidé, née le 3 février 1970
Massimnawè, née le 2 mai 1972
Abalo, né le 2 septembre 1975
Yilagnima, né le 9 juin 1976
Mahideyawa, né le 11 juillet 1977
Akissou-Déou, né le 17 mai 1978.

Arrêté n° 315-MFE-CR du 16/8/79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 62 %) au montant annuel de six cent vingt huit mille trente deux (628.032) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Segbor Kossi-Messan (Joseph), agent technique principal de 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique (indice 1.550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Segbor Kossi-Messan (Joseph) agent technique principal de 2^e échelon pour compter du 1^{er} juillet 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Kwami, né le 15 avril 1946
Kossiwa, née le 16 août 1953

Déladem, née le 26 novembre 1955
Adjovi, née le 22 septembre 1958.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt quatorze mille deux cent quatre (94.204) francs pour compter du 1^{er} juillet 1979.

M. Segbor Kossi-Messan (Joseph) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Yawo Mawuvi, né le 8 août 1963
Akpé Amivi, née le 1^{er} octobre 1966
Kokou Esenam, né le 30 avril 1969.

Arrêté n° 316-MFE-CR du 17/8/79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 51 %) au montant annuel de deux cent trente trois mille trois cent huit (233.308) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Angba Alassane, maréchal des logis 6^e échelon des gardiens de circonscription (indice 700) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1979.

M. Angba Alassane pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 15^e rang) ci-après désignés :

Kodjovi, né le 8 août 1960
Kouassi, né le 23 avril 1961
Aboulaï, né le 13 février 1964
Kodjo, né le 16 décembre 1964
Assokissa, né le 8 juin 1967
Assothe, né le 29 juin 1968
Yacoubou, né le 4 avril 1969
Akoua, née le 1^{er} juillet 1969
Agonissé, né le 12 août 1972
Akossia, née le 21 octobre 1973
Agbame, né le 15 mars 1975
Ayoum, né le 26 juillet 1975
Souta, né le 28 septembre 1976
Akotom, né le 6 mai 1978
Tsango, né le 15 novembre 1978.

Arrêté n° 317-MFE-CR du 17/8/79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Badjona Koyakossim (née Simdah), épouse de M. Badjona Allaharé, chef d'équipe principal hors classe du corps du personnel des chemins de fer du Togo (indice 678, pourcentage 66%) en retraite décédé le 30 mars 1978, une pension de veuve au taux annuel de cent quarante six mille deux cent vingt (146.220) francs pour compter du 11 juillet 1978.

Arrêté n° 318-MFE-CR du 17/8/79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 46 %) au montant annuel de deux cent quatre vingt cinq mille cinq cent quatre vingt huit (285.588) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ajavon Messanvi

Mèwumawuo (Michel), adjoint administratif principal 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1979.

M. Ajavon Messanvi Mèwumawuo (Michel) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Ayi, né le 31 mars 1961
Amavi, né le 24 août 1963
Kokoè, née le 22 janvier 1966
Dédévi, née le 13 mars 1968
Adaku, née le 30 juillet 1969
Amakoé, né le 3 mai 1973

Arrêté n° 319-MFE-CR du 17/8/79 — Une pension proportionnelle (pourcentage 38 %) au montant annuel de deux cent quarante huit mille trois cent quarante (248.340) francs, est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. d'Almeida Ayitégan (Francis) adjoint technique principal 3^e échelon de l'agriculture — (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1979.

M. d'Almeida Ayitégan (Francis) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 11^e rang) ci-après désignés :

Dédé, née le 20 mai 1959
Ayi, né le 26 décembre 1960
Dosseh, né le 15 avril 1963
Kokoé, née le 1^{er} mai 1965
Dédé, née le 26 avril 1966
Ayi Edoh, né le 26 novembre 1969
Amah Dosseh, né le 20 mai 1972
Amakouévi, né le 29 juin 1975.

Arrêté n° 320-MFE-CR du 17-8-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage (80%) au montant annuel de cinq cent vingt deux mille huit cent seize (522.816) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Loccoh Essie Emma, assistante principale 3^e échelon du corps du personnel de la météorologie du Togo (indice 1.000 admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} mai 1979.

Arrêté n° 321-MFE-CR du 17-8-79 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de cinq cent sept mille sept cent quatre vingt huit (507.788) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bruce Messan (Henri) assistant principal de classe exceptionnelle du

corps du personnel de la météorologie du Togo (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Bruce Messan (Henri) pour compter du 1^{er} juillet 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Ahlimba, née le 7 juin 1950
Ahlonko, né le 4 juillet 1956
Ahlonkoba, née le 20 février 1960
Comlan, né le 10 février 1962.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante seize mille cent soixante huit (76.168) francs pour compter du 1^{er} juillet 1979.

M. Bruce Messan (Henri) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1979 sur justification des ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Kwamba, née le 8 novembre 1964

Arrêté n° 322-MFE-CR du 17-8-79 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 80 %) au montant annuel de un million quatre vingt dix sept mille neuf cent seize (1.097.916) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Kpotivi Kodjo, capitaine 5^e échelon du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 2.100) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1979.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah Kpotivi Kodjo pour compter du 1^{er} juin 1979 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Adjélé, née le 26 mars 1957
Adjévi, né le 12 juillet 1958
Adjévi, née le 19 mars 1959
Adjété, né le 17 janvier 1960.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent soixante quatre mille six cent quatre vingt huit (164.688) francs pour compter du 1^{er} juin 1979.

M. Mensah Kpotivi Kodjo pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juin 1979 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Adjévi, né le 26 mai 1964
Agnélé, née le 7 juin 1965
Adjoko, née le 27 août 1967
Adjété, né le 15 juin 1969
Kayissan, née le 20 mars 1973.

Arrêté n° 323-MFE-CR du 17/8/79 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Koutame Labilé (née Combé)
Mme veuve Koutame Ayélé (née Ajavon)
épouses de M. Koutamé (Jean), agent de maîtrise principal 2^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo (indice 950), pourcentage 73%) décédé le 25 mars 1978, une pension de veuve au taux annuel de cent treize mille trois cent quatre (113.304) francs pour compter du 1^{er} avril 1978.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins désignés ci-après :

Dovi, né le 15 novembre 1958
Mamavi, né le 15 novembre 1959
Tété, né le 11 février 1962
Dopé, née le 12 mai 1962
Yoéko, née le 18 juillet 1964
Kofi, né le 2 juillet 1965
Baké, née le 24 juillet 1968
une pension temporaire d'orphelin fixée à quarante cinq mille trois cent vingt quatre (45.324) francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1978.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés respectivement à :

Mme veuve Koutame Afi (née Eklou), chargée de la tutelle des orphelins ci-après :
Dovi, né le 15 novembre 1958
Dopé, née le 12 mai 1962
Kofi, né le 2 juillet 1965.
Mme veuve Koutame Labilé (née Combé), tutrice des orphelins ci-dessous désignés :
Mamavi, né le 15 novembre 1959
Tété, né le 11 février 1962
Yoéko, née le 18 juillet 1964
Baké, née le 24 juillet 1968.

RECTIFICATIFS

RECTIFICATIF du 25-6-79 à l'arrêté n°-119-MFE-MF-CR du 24 mars 1969 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Apemoussou Togbé Ananou, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Anani (André), administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 30-7-79 à l'arrêté n° 031/MFE/MF-CR du 28 janvier 1970 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Tchanganai Kondch Boyodi (Antoine), administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Tchanganai Kondoh Kiyolou, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ADDITIFS ET RECTIFICATIFS

ADDITIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 30/MEN du 25 novembre 1970 portant admission des membres du personnel de l'enseignement confessionnel aux examens et concours professionnels

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels C.A.P., CEAP et monitorat session 1969 le personnel de l'enseignement confessionnel dont les noms suivent :

CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.E.A.P.)

Promotion 1969

ENSEIGNEMENT EVANGELIQUE

Série Examen

Après : M. Ahama (Noé)

Ajouter : M. Gumedzoe Amewusika Yayrato
Mawufeduko

RECTIFICATIF du 23-7-79 à l'arrêté n° 32-MEN-RS du 3 juillet 1974 portant admission définitive des membres du personnel de l'enseignement confessionnel aux examens et concours professionnels — session de 1973.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session de 1973, les candidates et candidats dont les noms suivent classés par ordre de mérite :

ENSEIGNEMENT EVANGELIQUE — MONITORAT

Après : Atchikasse K. (Simplice)
 Au lieu de : Gnamé (Français)
 Lire : Gname Kossi.
 Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 6-8-79 à l'arrêté n° 32/MEN/RS du 4-8-77 portant admission définitive de professeurs stagiaires à l'examen du certificat d'aptitude pédagogique CAP-CEG — session de 1976.

Au lieu de :

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1977.

Lire :

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1er janvier 1976 en ce qui concerne M. Madjaliwa Mafadeba.

Le reste sans changement.

ADDITIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 36/MEN/RS du 3 juillet 1978, portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels — session des 25 et 26 août 1977.

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977, les candidates et candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.A.P.)

A. Série Concours

Enseignement officiel

Après : Kpankou Komlan Agbévidé (Emmanuel) : Tchekpo-Dédékoé : Tabligbo
 Ajouter : Labante Napo : Dapaon : Dapaon.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1er janvier 1978.

RECTIFICATIF du 26-7-79 — à l'arrêté n° 36-MEN-RS du 3 juillet 1978 portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels — session des 25 et 26 août 1977.

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977, les candidates et candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.A.P.)

A. SERIE CONCOURS

OPTION ANGLAIS

— Dessewou Kofi Séloamé Wolali : C.E.G. Kuma-Adamé

B. SERIE EXAMEN —

OPTION ANGLAIS

Après

Nyuiadzi Mensroh Sédofia : C.C. Rimple d'Agou Kloto-Sud

Supprimer :

Dessewou Kofi Séloamé Wolali : C.E.G. Kuma-Adamé : Kloto-Sud

Le reste sans changement.

ADDITIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 36/MEN/RS du 3 juillet 1978, portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels — session des 25 et 26 août 1977.

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977, les candidates et candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CEAP)

SERIE : EXAMEN

Après :

Aziawotor Komi Adjéoda : Yobomé : Tsévié

Au lieu de :

Kamana Lougoudja : Davié : Tsévié

Lire :

Kamina Lougoudja : Davié : Tsévié

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 23-7-79 à l'arrêté n° 37-MEN-RS du 3 juillet 1978 portant admission définitive du personnel enseignant confessionnel aux examens et concours professionnels — session des 25 et 26 août 1977.

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977, les candidates et candidats dont les noms suivent :

**CERTIFICAT D'APTITUDE AU MONITORAT (C.A.M.)
ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE**

: Mihaye Adzovi : Kpalimé : Kloto-sud

Au lieu de :

Togbevi Komla Abotsi : Kuma-Bala : Kloto-sud

Lire :

Abotsi Komla Togbivi : Kuma-Bala : Kloto-sud

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 37-MEN-RS du 3 juillet 1978, portant admission définitive du personnel enseignant confessionnel aux examens et concours professionnels
Session des 25 et 26 août 1977

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977, les candidates et candidats dont les noms suivent :

CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CEAP)

Série : **Examen-Enseignement Catholique**

Après : Ayewona Kossi : Anié : Atakpamé

Au lieu de :

Ekpe Comlanvi Mawigblo : Anié : Atakpamé

Lire :

Ekpe Komlanvi Mawigblo : Anié Atakpamé

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 37/MEN/RS du 3 juillet 1978, portant admission définitive du personnel enseignant confessionnel aux examens et concours professionnels — Session des 25 et 26 août 1977

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1977, les candidates et candidats dont les noms suivent :

**CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.A.P.)
A. — SERIE CONCOURS
ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE**

Après :

N'Po Badouamaba : Dapaon : Dapaon

Supprimer :

Labante Napo : Dapaon : Dapaon

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 23-7-79 à l'arrêté n° 38-MEN — du 2-9-1976 portant admission définitive du personnel de l'enseignement privé confessionnel aux examens et concours professionnels — session 1975

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1975, les candidates et candidats dont les noms suivent classés par ordre de mérite :

**ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE :
CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE
PEDAGOGIQUE (C.E.A.P.)**

Série : **EXAMEN**

Après :

2è ex. Eklou Komi : Christ R. Kodjoviakopé.
Lomé-Ouest

Au lieu de :

2è ex. Agbodjan Têko (Jean de Dieu) St. Joseph
— Lomé-Ouest

Lire :

2è ex. Agbodjan Têko (Jean de Dieu) St. Joseph
— Lomé-Ouest

Après :

8è ex. Gbodjoassou Koffi Agbêko : Tsévié :
Tsévié :

Au lieu de :

8è ex. Agbodjan Têtê Komla : C.E.S. Assahoun —
: Tsévié

Lire :

8è ex. Agbodjan Têtê Komla : C.E.S. Assahoun —
Tsévié

B. Série : Concours :

Après :

Ter Aboflan Messan Yao : N.D.E. : Anêho

Au lieu de :

2^e ex. Agbodjan Tétévi (Alphonse) : Cathédrale : Lomé-Est

Lire :

2^e ex. Agbodan Tétévi (Alphonse) : Cathédrale :

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 39-MEN du 2 septembre 1976, portant admission définitive des membres du personnel de l'Enseignement officiel aux Concours et Examens Professionnels (Session 1975) —

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1975 les candidates et candidats dont les noms suivent classés par ordre de mérite :

CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (C.A.P.)**C. SERIE : E. N. I.****Après :**

Adouayi Akué Adoudé : Kodjoviakopé A : Lomé-Ouest

Au lieu de :

Gnaraguiteme Wensoa : Vo-Koutimé : Vo

Lire :

Gnaraguiteme Comlan Vo-Koutimé : Vo
Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 46 (bis) MENRS du 12-8-77 portant admission définitives du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels session des 26 et 27 août 1976.

Sont déclarés définitivement admis aux concours et examens professionnels — session de 1976, les candidats et candidates dont les noms suivent :

CERTIFICAT ELEMENTAIRE D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CEAP) OFFICIEL**Série Examen**

Après : Amedome Koffi Séwonu, Agbata-Agbavi, Aného

Au lieu de : Ague Kwaku, Yéviéfé, Kloto

Lire : Egue Kwaku, Yéviéfé, Kloto

Après : Baza Maô, Kouka A, Bassar

Au lieu de : Kpalla Nambissa, Pagouda centrale, Pagouda

Lire : Kpalla Narobissa Pataki, Pagouda centrale, Pagouda.

Le reste sans changement.

ADDITIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 46-bis-MEN-RS du 12-8-77, portant admission définitive du personnel enseignant officiel aux examens et concours professionnels — session des 26 et 27 août 1976.

Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels session de 1976, les candidats et candidates dont les noms suivent

CERTIFICAT D'APTITUDE PEDAGOGIQUE (CAP)**C. Série (E.N.I.)**

Après : Mabudu Sossou : Tabligbo : Tabligbo

Ajouter : Tsolenyanu Komlan Ségbéhia : Notsé : Notsé.

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} janvier 1977.

RECTIFICATIF du 26-7-79 à l'arrêté n° 68/MEN-RS du 25 octobre 1977, portant admission définitive de professeurs stagiaires à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement Général.

(C.A.P. - C.E.G.) Session de 1976

Sont déclarés définitivement admis à l'examen du certificat d'aptitude à l'enseignement dans les collèges d'enseignement général, session de 1976, les candidats dont les noms suivent, classés par ordre de mérite :

OPTION FRANÇAIS - HISTO-GEO

Au lieu de : 2^e Folly Anani Agbényigan

Lire : 21^e Foli Anani Agbényigan

Le reste sans changement

**MINISTERE DES MINES, DE L'ENERGIE
ET DES RESSOURCES HYDRAULIQUES**

ENQUETE DE COMMANDO ET INCOMMANDO

Arrêté n° 6/MMERH/DMG/SIM du 13-8-79 —
Une enquête de commando et incommando est ouverte du
15 août au 29 août 1979

au sujet de l'ouverture d'un dépôt d'hydrocarbures
sur l'angle des Rues « Pa de Souza » et Pelletier et
Caventou par la Société BP.

Les plans et les renseignements seront disposés
dans le bureau de M. le Maire de la ville de Lomé
pendant quinze (15) jours à partir du 15 août 1979
pour être communiqués les jours ouvrables de 8 heu-
res à 11 heures et de 14 heures à 17 heures aux
personnes qui désireront en prendre connaissance.

La publication de cette enquête sera faite
conformément aux dispositions en vigueur.

Un registre sera ouvert pendant le même
temps pour recevoir les observations relatives à
l'installation prévue.

M. le maire de la ville de Lomé est désigné com-
me commissaire enquêteur.

Après clôture de l'enquête, il dressera un pro-
cès-verbal des opérations qu'il adressera avec avis
motivé à M. Le ministre des mines, de l'énergie et
des ressources Hydrauliques à Lomé.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS DE PERTE DE TITRE FONCIER

Avis est donné au public de la perte des Copies des
Titres Fonciers n°s 6853 et 6854 R.T. appartenant à Mme
Tecco (Pauline)

(Pour deuxième insertion)